Grande Bretagne : la jeunesse en colère continue à faire entendre sa voix

p. 8

lutte ouvrière

Les deux langages du P.C.F.

p. 4

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 690 - 22 août 1981 - prix : 5 F

Les 100 jours de Mitterrand :

état de grâce et vaches maigres

M 6189 - 690 - 5 F

sommaire

Dans le monde

Page 8 :
— Grande-Bretagne : la jeunesse en colère.
— Sri Lanka : état d'urgence.

Page 9 :
— USA : l'épreuve de force avec les contrôleurs aériens ; Qu'est-ce que le PATCO ?

Page 10 :
— On n'arrête pas les progrès... de la misère.
— Haïti: l'exode à la dictature.
— Travail des enfants : l'exploitation commence à six ans.

Page 11 :
— Irlande du Nord : l'élection du successeur de Bobby Sands.
— Iran : Vague d'attentats et d'exécutions.
— USA : livraison d'armes à Israël.

En France

Page 4 :
— Les deux langages du Parti Communiste.
— Le PCF choisit ses bombes.
— Chevènement pour l'extension de La Hague.

Page 5 :
— En saura-t-on beaucoup plus sur la tuerie d'Auriol que sur l'affaire de Broglie ?
— Si on taxait l'hypocrisie...

Page 6 :
— La crise viticole : une crise déjà ancienne ; des remèdes qui ne font que repousser le problème.

Page 7 :
— Les mesures en faveur des immigrés clandestins : du mieux mais des zones d'ombre subsistent.
— Hôpital de Hautepierre (Strasbourg) : la façade est toute neuve, mais c'est tout.

Page 12 :
— Paris 20e : la police intervient contre les squatters.
— Affaires : les canards boiteux se portent bien.
— PTT : grand prix de la petite vitesse.

Culture

Page 13 :
— Livres : *Hanta Yo* de Ruth Beebe Hill ; *Guérilleros* de Naipaul ; *Une enfance sicilienne* par E. Charles-Roux.

Pages 14-15 :
— Cinéma : *La désobéissance ; Une mère, une fille ; Les amours d'une blonde ; L'homme de fer.*
— Télévision : sélection hebdomadaire.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Composition : PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Impression : Voltaire Impressions 93.100 Montreuil

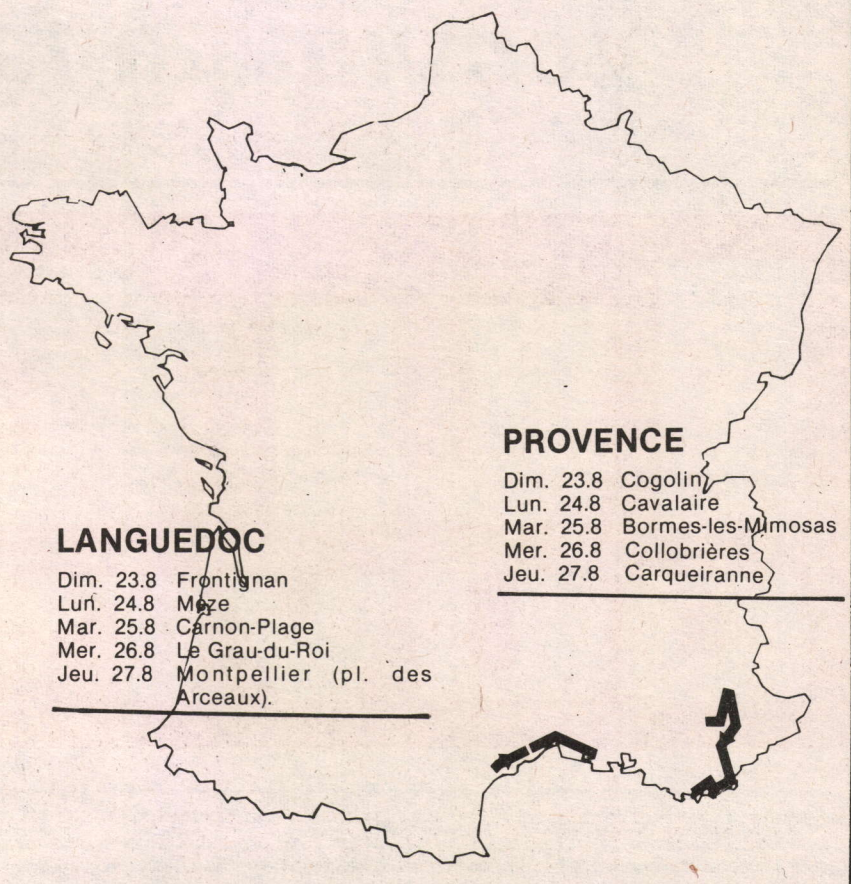
Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

SUR LA ROUTE DES VACANCES : LES CARAVANES DE LUTTE OUVRIÈRE

Le mois d'août tire à sa fin et les vacances aussi. Le soleil devenu plus avare sur le Nord de la France réserve encore quelques belles journées dans le Midi aux derniers vacanciers. C'est dans cette région, plus précisément en Languedoc et en Provence, que les caravanes de Lutte Ouvrière terminent leur périple de l'été 1981.

A chaque étape, nous rencontrons des travailleurs, des gens de gauche, qui viennent discuter des récentes mesures du nouveau gouvernement, qui font part de leurs espoirs et de leurs inquiétudes, notamment sur les hausses de prix et le chômage. Beaucoup, qui ont pour la première fois l'occasion de nous rencontrer, veulent savoir quel type de société nous souhaitons, nous les révolutionnaires.

Si vous séjournez dans l'une des régions sillonnées par nos caravanes, ne manquez pas de nous rendre visite, pour échanger des points de vue, pour vous informer, pour mieux nous connaître.



Prend l'oseille et tire-toi !

Les fric-frac se succèdent sur la Côte-d'Azur. Après le cambriolage d'Antibes, où 120 000 F et une parure de pierres précieuses ont disparu, on a eu droit au vol de 25 millions de bijoux à Roquebrune, à la mise à sac de la salle des coffres du « Mas d'Artigny » de Saint-Paul-de-Vence, dont le butin est estimé à 8 millions, à 700 000 F dérobés dans un complexe touristique d'Antibes. Décidément il n'y a plus de coin sûr pour mettre l'oseille des riches à l'abri.

Il faut dire qu'après le vol de la Société générale de Nice par Spaggiari, beaucoup de nantis préfèrent planquer leur fric sous l'oreiller que dans les coffres d'une banque.

Mais hélas, même les oreillers ne sont plus sûrs. Aux dernières nouvelles, de nombreux clients victimes du fric-frac de Saint-Paul-de-Vence hésitent encore sur le montant exact des nombreux bijoux de grande valeur qui ont disparu.

Les pauvres ! en plus de leur argent, ils perdent la mémoire !

Gil LANNOU

Nostradamus dépasse les 100 000 exemplaires vendus : il n'y a pas de petits prophètes !

L'un des succès de librairie de l'été est paraît-il un livre intitulé Nostradamus historien et prophète **écrit par un certain Jean-Charles de Fontbrune. Cet écrivain extra-lucide, cadre dans l'industrie pharmaceutique de son métier, affirme ne croire ni à l'astrologie ni à l'occultisme. Il croit sans doute à sa propre étoile puisqu'il a pondu en toute simplicité une nouvelle version commentée des prophéties de ce mage du 16e siècle et qu'il a réussi à trouver un éditeur pour se faire publier. Comme les grimoires de Nostradamus sont écrits dans un mélange de vieux français et de bas latin, Fontbrune a pris le taureau par les cornes. Il a mis sur ordinateur — du moins c'est ce qu'il prétend — tout le vocabulaire du prophète en question et sorti un commentaire de ses prédictions les plus claires (ce qui donne déjà une petite idée des autres).**

Le livre était d'abord passé quelque peu inaperçu. Puis l'astre solaire s'étant mis à taper fort à travers les parasols, quelques lecteurs s'avisèrent de la présence dans le livre d'un demi-vers composé de quatre mots d'une clarté aveuglante : « Quand fleurira la rose ». **Nostradamus avait tout simplement prédit la victoire socialiste aux élections. Avec quatre siècles d'avance. A égalité il est vrai avec le poète Ronsard et bon nombre de manuels d'horticulture.**

Dès lors les billevesées dudit Fontbrune eurent droit aux honneurs de la presse en mal de copie durant le creux du mois d'août.

Le menu pour les vingt ans à venir se compose principalement de deux séries de cataclysmes. D'abord, les Russes, alliés aux Arabes envahiront la France, l'Angleterre, la Yougoslavie et l'Italie (Fontbrune semble avoir négligé la clientèle des plages espagnoles). Tous ces mécréants seront cependant culbutés par un roi de France, un Bourbon venu d'ailleurs. Après cette cure de Bourbon, Fontbrune s'emballe et nous promet une seconde rasade : l'invasion des Jaunes. Et cette fois point de salut, aucun roi nommé Whisky pour sauver la chrétienté. C'est le noir total. Fin du scénario. Jusqu'au prochain tome ?

Bulletin d'abonnement aux publications de Lutte Ouvrière

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 150 F
pour une période de six mois : 85 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 50 F
CEUX DU TECHNIQUE
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 10 F
ci-joint la somme totale de : francs .....
.....

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Les cent jours de Mitterrand :

état de grâce et vaches maigres

VOILÀ donc cent jours, un peu plus même, que Mitterrand est président. Au terme de ces trois mois, le bilan est maigre pour les travailleurs.

Certes le gouvernement n'est pas resté sans rien faire.

Des réformes sont en cours. Des mesures ont été prises. Et c'est tant mieux si aujourd'hui les travailleurs immigrés sont l'objet d'un peu moins de tracasseries. C'est aussi tant mieux si l'administration est moins tatillonne ; tant mieux si l'on a redonné la liberté à des prisonniers, et si la peine de mort est un jour supprimée. Mais ces mesures, en réalité, ne coûtent rien au patronat. Et pour la classe ouvrière, confrontée à la hausse des prix et à l'aggravation du chômage, elles ne peuvent pas donner le change.

Trois mois c'est peu. Mais c'est tout de même beaucoup. Et que rien ne soit encore fait pour les travailleurs sur ces deux problèmes essentiels que sont l'inflation et le chômage, montre en tout cas que Mitterrand a d'autres priorités. Et pire, son bilan sur ces points prouve en réalité que le gouvernement de gauche sert dans la crise les mêmes intérêts que ses prédécesseurs.

Les hausses des tarifs du gaz, de l'électricité, des transports, celles de l'essence décrétées par le gouvernement, sont un moyen pour celui-ci de prendre dans la poche de la population pour alimenter les caisses de l'Etat et les coffres-forts des capitalistes. Comme tous les autres prix ont suivi, l'addition aujourd'hui est lourde. Et ce ne sont pas les 10 % accordés aux smicards et les quelques pour-cent attribués aux fonctionnaires qui font le compte.

Quant au problème du chômage, il est loin de se résoudre. Chaque mois, le nombre des chômeurs s'accroît de plusieurs dizaines de milliers, mais Mitterrand et Mauroy en sont toujours à dire qu'ils vont agir.

Ils viennent tout récemment d'annoncer une série de mesures destinées à relancer les petites entreprises et l'emploi, disent-ils. Mais les subventions, les exonérations de charges fiscales ou sociales ont bien souvent été accordées aux patrons sans que ceux-ci embauchent pour autant.

Bien sûr c'est la crise, c'est vrai. Mais si le chômage existe, si le pouvoir d'achat des travailleurs diminue, ce n'est pas seulement parce qu'il y a la crise. C'est aussi parce que les patrons, eux, veulent maintenir leurs profits. Et les sacrifices des travailleurs que l'on nous présente comme indispensables pour améliorer la situation générale du pays, ne servent en fait qu'à sauvegarder les privilèges de quelques-uns. Alors, si sacrifices il doit y avoir, pourquoi ne seraient-ils pas partagés entre tous ? Il serait tout de même plus juste que ceux qui se sont enrichis quand les affaires allaient bien paient aujourd'hui leur part.

Il apparaît de plus en plus que les élections nous ont tout juste permis de choisir les dirigeants qui prépareraient la sauce à laquelle on veut nous manger. Mitterrand et le gouvernement ont compté et comptent sur l'état de grâce pour nous faire accepter l'inflation et le chômage. Mais ce qu'ils appellent l'état de grâce n'est en réalité que la crainte que les travailleurs ont de la crise et du chômage.

Mais pour se défendre contre cela, seule la lutte paie. Et les viticulteurs et les paysans qui se sont mis en colère cet été nous l'ont bien prouvé.

Face à leur détermination le gouvernement a soudain trouvé dans son escarcelle les millions qu'il disait ne pas avoir la veille.

Alors foin de l'état de grâce qui ne nous apporte que des vaches maigres. Plutôt que d'attendre, il serait sans doute plus payant de nous faire entendre et d'imposer nous aussi des mesures d'urgence. D'imposer que le travail soit réparti entre tous et que le revenu des travailleurs soit garanti par une échelle mobile des salaires, c'est-à-dire un réajustement automatique des salaires en fonction de la hausse des prix.

100 jours qui n'ont pas été perdus pour le patronat... et la suite s'annonce encore mieux

« *Il ne faut pas prendre les patrons comme boucs émissaires* », a protesté Pierre Beregovoy, le secrétaire général de l'Elysée, à l'issue du Conseil des ministres du 17 août.

Une chose est sûre, c'est que cette remontrance n'était pas adressée au gouvernement Mauroy, ou bien alors c'est que la fonction de bouc émissaire est l'une des plus profitables en ce bas monde !

En effet, le bilan des aides apportées par les deux gouvernements Mauroy au patronat est des plus éloquents et surtout des plus consistants.

L'un des premiers gestes de Mitterrand, en juin dernier, a tout d'abord été de reprendre à son compte en les amplifiant les subventions déjà décidées auparavant sous Giscard ;

— 2 milliards supplémentaires pour financer le pacte emploi-formation, dont l'enveloppe est passée de 4 à 6 milliards.

— 2 milliards pour prolonger les prêts à long terme au secteur privé qui avaient été accordés sous Giscard.

— 2,6 milliards de crédit au Fonds de Développement Economique et Social pour « accélérer la relance ».

— 4 milliards supplémentaires pour financer des prêts à bas taux d'intérêts pour le secteur privé : le montant total de ces prêts est ainsi passé de 13 à 17 milliards.

Mais le gouvernement socialiste ne s'est pas contenté d'améliorer l'ordinaire déjà institué par Giscard au profit du patronat, il a aussi innové.

Ainsi, pour compenser la hausse de 10 % du SMIC en juin, une exonération partielle des charges sociales a été offerte aux patrons pour tous les salaires inférieurs à 3.480 F. Coût : environ 3,8 milliards de manque à gagner pour la Sécurité sociale.

En outre, les petites et moyennes entreprises ont bénéficié d'un traitement spécial de faveur ; d'une part des taux d'intérêts minorés sur leurs emprunts à moyen terme auprès des banques ; d'autre part la possibilité d'obtenir de l'Etat des prêts exceptionnels d'un montant maximum de 500.000 F, pour toutes les entreprises industrielles employant moins de 100 salariés.

Mis bout à bout, ces différentes subventions représentent donc au moins 32 milliards de francs, dont seulement 17 avaient déjà été prévus sous Giscard. Autrement dit, le gouvernement socialiste a presque doublé la mise en faveur des patrons !

Mais tout cela, c'est le passé. Le gouvernement Mauroy entend ne pas en rester là, et engager un « *plan de relance* » dès la rentrée sociale.

Pour l'instant, la seule mesure concrète qui soit connue a été annoncée le 17 août : désormais les entreprises artisanales et celles comptant entre 100 et 500 salariés pourront également bénéficier des prêts exceptionnels, dont le plafond passe de 500.000 à 2 millions de francs.

Pour le reste des mesures du plan de relance, rien de concret n'a été rendu public. Ce que l'on sait c'est que le gouvernement prévoirait de subventionner les entreprises désireuses d'embaucher, soit par une réduction de leurs charges sociales, soit par des primes pour chaque embauche. Enfin, des subventions seraient débloquées pour les secteurs dits de pointe sur le plan technologique. A cela, il faudra évidemment ajouter les sommes qui seront dégagées au titre de l'indemnisation des actionnaires des entreprises qui seront nationalisées.

Bref, l'enveloppe promet d'être bien remplie pour ces messieurs du patronat. Et, parce qu'il faudra bien que quelqu'un paie, il faut s'attendre à ce que ce soit à la population laborieuse qu'on vienne présenter la note : que ce soit sous la forme d'une ponction fiscale supplémentaire, ou d'une flambée des prix accrue, ou d'une réduction des dépenses sociales, ou encore des trois à la fois !

DIPLOMATIE SECRÈTE AUTOUR D'UN TRAIN DE MESURES

A la suite du dernier Conseil des ministres, plusieurs membres du gouvernement ont annoncé un prochain train de mesures : relance de l'économie, lutte contre le chômage, démarrage des nationalisations, élargissement des droits des travailleurs dans l'entreprise, etc.

Seulement, le détail de ces mesures, il faudra attendre une déclaration de Mauroy, à la mi-septembre, pour le connaître. D'ici là, motus !

Mais pendant ce temps, dans les sphères gouvernementales, ça va discuter ferme. Tous les « partenaires sociaux » vont être consultés, jusqu'à et y compris les grands patrons des nationalisables. Ainsi, lorsqu'enfin, les fameuses mesures seront rendues publiques, après avoir été longuement pesées, mesurées, maquignonnées, il n'y aura pas de fausse note et tout le monde sera bien d'accord. Tout le monde, sauf... les principaux intéressés, à savoir la population laborieuse, à qui on se garde bien de demander son avis, des fois qu'elle y croie vraiment, elle, au changement...

Les deux langages du Parti Communiste

Le Parti Communiste a aujourd'hui deux langages. Celui que tiennent ses ministres au gouvernement : un langage de gens bien élevés, bien gentils et bien disciplinés.

Les usagers ont ainsi eu droit avec un ministre communiste aux Transports à la même traditionnelle augmentation des tarifs assénée en plein été que du temps des ministres de Giscard. Une hausse que Fiterman en bon ministre de gauche bien dans la ligne s'est employé à justifier en affirmant que la droite avait prévu des augmentations supérieures.

La presse s'est aussi plu à relever la compétence dont les ministres communistes feraient preuve dans l'exercice de leurs toutes neuves responsabilités. On a ainsi appris que Fiterman avait, lors d'un conseil des ministres, fait des observations intéressantes. Si la viande destinée à la Pologne est expédiée par chemin de fer à travers l'Allemagne de l'Est, elle risque de se faire bloquer par les contrôles bureaucratiques dans ce pays, avait mis en garde le ministre communiste. Les ministres communistes ont donc de bonnes idées au gouvernement, les dirigeants socialistes tiennent à le faire savoir. Mauroy veut en fait surtout que le Parti Communiste apparaisse comme membre à part entière du gouvernement et donc comme responsable des mesures qui sont prises.

C'est là que le bât blesse car les dirigeants du Parti Communiste sont par ailleurs bien gênés de ce que les hausses de tarifs publics (transports, gaz, électricité) et du prix de l'essence, décidées par ce gouvernement auquel ils participent, soient impopulaires. Alors le Parti Communiste tient aussi un second langage.

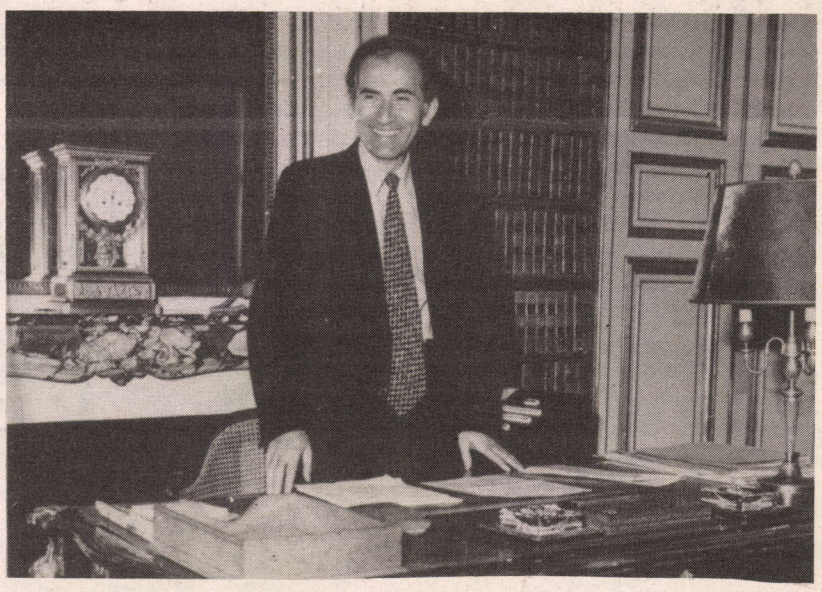
Il se déclare dans le même temps contre les hausses de prix en général, en particulier par la voix des dirigeants de la CGT. *« Le bureau confédéral de la CGT s'inquiète de la flambée des prix et de l'aggravation du chômage »* écrit *L'Humanité* du 20 août en rendant compte de la conférence de presse tenue la veille par Georges Séguy. *« Il faut inverser la tendance, autrement dit renverser la vapeur, préconise la CGT. Elle fait en ce sens six propositions revêtant un caractère d'urgence : amélioration du pouvoir d'achat du SMIC de 10 %, blocage et contrôle des prix, suspensions des décisions de fermetures d'entreprises et de licenciements collectifs, réduction à 38 heures de la semaine de travail, amélioration de la situation des chômeurs. Elle propose au Premier ministre d'en discuter »*, poursuit le même numéro de *L'Humanité.*

Ce langage-là est bien différent de celui que Fiterman et Ralite tiennent au conseil des ministres.

De la même façon, le PC mène campagne contre la bombe à neutrons en feignant d'ignorer les déclarations d'Hernu, ministre socialiste de la Défense, qui s'est déclaré pour la poursuite des recherches sur cette arme.

Les dirigeants du PC jonglent pour ne pas risquer trop de décevoir leurs militants, leurs sympathisants et les travailleurs qui attendent quelque chose d'eux pour la défense de leurs intérêts. Mais ce jeu a ses limites. Que les travailleurs prennent au mot Georges Séguy et les articles de *L'Humanité,* qu'ils entrent en lutte pour imposer certaines des mesures que réclame aujourd'hui en parole et sur un ton prudent la CGT, et l'on verrait alors Mauroy mettre le PC en demeure de choisir entre la solidarité gouvernementale et sa solidarité avec les travailleurs en lutte. Une situation que le PC n'est pas pressé de voir arriver...

Pierre VERNANT



Le ministre Charles Fiterman transporté d'aise, l'une des faces de la politique du PC.

Chevènement pour l'extension de La Hague :

L'art de « retraiter » les promesses électorales

Le 17 août, Jean-Pierre Chevènement, le ministre de la Recherche, parlait devant une assemblée de spécialistes de l'énergie nucléaire. « *La France respectera ses engagements internationaux, ceux qu'elle a pris par le passé et ceux qu'elle pourra prendre à l'avenir* », a-t-il déclaré à propos du retraitement des déchets radio-actifs. Cela signifie en clair que Chevènement se prononce pour l'extension de l'usine de La Hague. Il est, en effet, exclu que dans l'état actuel des installations la COGEMA, qui possède La Hague, parvienne à retraiter les déchets que les gouvernements de Giscard s'étaient engagés à recevoir. D'ailleurs, même si la puissance des installations était finalement augmentée, comme le souhaite Chevènement, elles ne suffiraient sans doute pas à retraiter la totallté des 10 000 tonnes de déchets pour lesquelles des contrats sont signés. C'est le point de vue que soutiennent en particulier la CFDT de La Hague et les organisations écologistes. Des quantités énormes de déchets devront continuer à être stockées pendant des années, avec tous les risques que le transport, la manipulation et le stockage de produits radio-actifs font courir à l'environnement en plus des dangers occasionnés par le retraitement.

Conteneurs de déchets radio-actifs à La Hague. Pour Chevènement ce n'est pas encore assez.

Pour justifier sa position — qui n'est d'ailleurs pas nouvelle mais que Chevènement rappelle précisément au moment où les écologistes demandent le respect des engagements pris par Mitterrand et le PS avant les élections — le ministre de la Recherche s'est réfugié dans de hautes considérations politico-philosophiques. Selon lui, « *la condition humaine* (est) *faite de risques limités autant que possible mais assumés* » et « *la gauche ne doit pas succomber au péché d'angélisme* ». S'adressant aux partisans acharnés du tout-nucléaire « *ici et maintenant* », il les a rassurés ; le gel de la construction de quelques centrales nucléaires n'est que provisoire. « *La démocratie vaut bien quelques mois de délai sur un petit nombre d'installations. La démocratie est l'art de perdre un peu de temps pour en gagner beaucoup* ». Ce qui dit bien ce que cela veut dire : une petite concession, pour amuser la galerie, aux adversaires du nucléaire et des lendemains rayonnants pour les trusts du nucléaire ou, encore, traduit en termes de gros sous : l'art de perdre un peu d'argent pour en gagner beaucoup.

La position de Chevènement ne fait sans doute pas l'unanimité au sein du PS ni même au sein du gouvernement puisque Delors, par exemple, s'est déclaré « *très réservé* » à propos de l'extension de La Hague, et il est difficile de prévoir quelle solution le gouvernement choisira finalement. Mais, quoi qu'il en soit, une chose est certaine : personne au PS ou au gouvernement n'est intervenu pour rappeler que Mitterrand et le PS avaient pris des engagements clairs sur cette question avant les élections.

M.R.

Le PCF choisit ses bombes

A la suite de l'annonce par Reagan de la production de la bombe à neutrons, le PC s'est lancé dans une campagne de dénonciation de cette arme.

L'hebdomadaire *Révolution* du 14 août titre sur *« l'horreur neutronique ». « Demain contre la sale bombe ! »*, annonce *L'Humanité* du 17 août en appelant à participer aux délégations à l'ambassade américaine qui ont eu lieu le mardi 18 à l'appel de l'union régionale de la CGT à Paris, tandis que d'autres petits rassemblements se tenaient dans différentes villes de France. Et déjà le PC entame une campagne de préparation du *rassemblement national pour le désarmement* prévu pour le 25 octobre par le Mouvement de la Paix.

Ce qui est remarquable dans cette campagne, c'est que le PC s'en prend uniquement au gouvernement de Reagan. Il feint d'ignorer qu'en France même, les recherches se poursuivent sur cette arme, recherches dont Hernu, ministre socialiste de la Défense, s'est déclaré partisan. *« Le PC est fermement opposé à la fabrication de cette arme neutronique »* affirme, sans plus de précision, Jean Colpin dans *L'Humanité-Dimanche* du 14 août.

Le PC qui présente cette lutte comme la première étape sur la voie d'un désarmement plus général (alors que par ailleurs il approuve les bombes A et H et la construction des sous-marins nucléaires français) s'est ainsi trouvé un terrain d'« action » le plus éloigné possible de la critique de la politique gouvernementale française à laquelle il collabore aujourd'hui. Il se donne un petit air radical à bon compte en attaquant Reagan et en oubliant Hernu. Il ne lui reste qu'à espérer que Mauroy ne lui enlèvera pas son joujou trop vite en faisant sienne la position d'Hernu.

P.V.

En saura-t-on beaucoup plus sur la tuerie d'Auriol que sur l'affaire de Broglie ?

Après un mois d'une enquête qui paraît maintenant se ralentir, le véritable mobile de la tuerie d'Auriol n'a toujours pas été établi. Et l'on peut même se poser la question de savoir si le fin mot de l'affaire sera jamais élucidé.

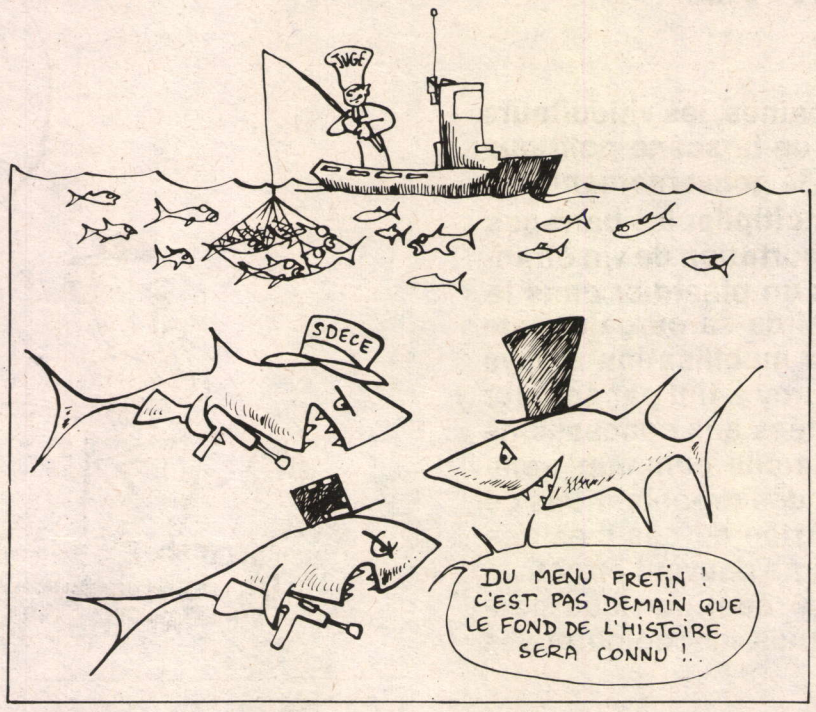
Certes, le juge d'instruction qui instruit l'affaire et les enquêteurs de la police ne sont pas restés inactifs et ont tenu à le montrer. Douze inculpations ont à ce jour été prononcées dont celles du secrétaire général du SAC, Debizet, et du responsable régional du même SAC, tous deux inculpés de complicité.

Au vu de ces inculpations et du déballage opéré sur les divers actes de banditisme de ladite association, on peut penser que le nouveau régime tient à nettoyer la région marseillaise d'un certain nombre des petits truands qui y opéraient sans trop se gêner, protégés par leurs cartes tricolores et leurs petits camarades titulaires d'une carte de police.

Il n'en reste pas moins que l'importance des documents déposés opportunément sur le bureau du juge d'instruction par la sœur de Massié pourrait bien avoir été quelque peu grossie par les responsables de l'enquête et par la presse. Tout se passe comme si l'on essayait de présenter ces révélations comme des secrets de première importance dont les tueurs auraient tenté d'empêcher la divulgation.

Mais peut-on vraiment considérer comme une révélation fracassante la remise à la justice du fichier du SAC marseillais, dont la plupart des membres se réclamaient quasi ouvertement. Quel coup de théâtre peut-on voir dans l'annonce que des membres du SAC ont été mêlés à divers hold-up récents, à des opérations de commandos anti-ouvriers et à des attentats par explosifs, dont certains il est vrai ont entraîné des morts, comme l'attentat par explosif commis contre la librairie de gauche Encre Noire ? La liaison entre les responsables de ces exactions et le SAC était sans doute pour beaucoup un secret de polichinelle. A moins de supposer un niveau intellectuel de demeurés chez les truands et les flics membres du SAC, on voit mal pourquoi ceux-ci se seraient mis sur les bras six meurtres pour des affaires qui ne pouvaient leur valoir autant d'ennuis ou du moins pas des ennuis aussi graves ni aussi inévitables que ceux dus à cette tuerie.

L'intérêt de grossir l'importance des révélations mises sur la place publique pourrait être de fabriquer ainsi un mobile qui éviterait d'avoir à chercher plus loin et surtout plus haut dans l'appareil de l'Etat et dans le milieu des barbouzes, des services secrets utilisés par l'Etat pour ses affaires de politique étrangère. La piste qui menait vers le Gabon semble en tout cas pour l'instant laissée de côté. Le sieur Debizet était pourtant l'un des conseillers personnels du président gabonnais Bongo. Le nom de Bongo a par ailleurs été cité comme celui du commanditaire de l'assassinat d'un ami de sa femme commis récemment en territoire français avec l'aide ou du moins la tolérance de certains policiers français. Bongo, hier ami de Giscard, il y a quelques semaines reçu par Mitterrand et aujourd'hui comme hier protecteur des intérêts des compagnies pétrolières françaises serait-il un intouchable de même que les hauts responsables de l'appareil d'Etat français qui ont la charge de sa politique étrangère ?



On ne peut pas en tout cas soupçonner les nouveaux dirigeants politiques en place de faire preuve d'une audace excessive pour mettre en cause des personnages importants de cet appareil d'Etat. La clôture de l'instruction sur l'affaire de Broglie avec l'approbation de l'actuel ministre de la Justice qui était pourtant il y a encore quelques mois avocat de la famille du député giscardien assassiné, fournit une preuve significative. Le nouveau régime n'a rien fait pour éviter que soit enterrée une affaire dans laquelle étaient impliqués des ministres comme Poniatowski et qui aurait pu créer des remous dans l'appareil d'Etat. Cette prudence et cette preuve de responsabilité envers l'appareil d'Etat de la bourgeoisie française n'épargne peut-être pas le gouvernement de gauche dans l'enquête sur la tuerie d'Auriol. Une enquête qui pourrait bien s'enliser parmi les exécuteurs-exécutants ?

Pierre VERNANT

La bonne affaire

Le numéro 2 irakien, Tarik Aziz, a donc rencontré François Mitterrand et les membres du gouvernement à propos de la reconstruction de la centrale de Tamuz détruite par un raid israélien en juin dernier.

Après le froid créé par les hésitations du gouvernement français à condamner cette action d'Israël, il semble donc que le vent soit à l'entente. Les accords précis ne sont pas encore signés mais tout laisse à penser que la France va bien accepter de reconstruire la centrale, même si, pour garder les formes vis-à-vis d'Israël, Mitterrand exprime quelques réticences sur le type d'uranium à livrer ou quelqu'autre problème secondaire.

Il faut dire que dans cette affaire il y a en jeu des milliards pour les industriels français. Pour ceux chargés de la centrale bien sûr. Mais aussi pour tous ceux qui ont d'autres contrats avec le gouvernement irakien et d'autres contrats encore avec d'autres gouvernements arabes qui auraient vu d'un mauvais œil un geste de mauvaise volonté de la France. Sans compter que l'Irak non seulement est un bon client mais encore un pays producteur de pétrole qui promet d'être arrangeant avec la France si tout va bien.

En tout cas, les capitalistes français peuvent être sûrs d'une chose : les grands principes de la diplomatie de Mitterrand ressemblent comme deux gouttes d'eau à ceux de son prédécesseur. Ils consistent à défendre le mieux possible les intérêts bien matériels des capitalistes français en jouant sur les rivalités entre les différents pays en mettant le plus de fers au feu, et en jonglant le plus habilement possible.

Cela va valoir à Mitterrand en personne un voyage à Ryad, en Arabie Saoudite vers la fin du mois de septembre. On y discutera le bout de gras et sans doute du financement de la centrale de Tamuz puisque, semble-t-il, le gouvernement saoudien a décidé de financer l'affaire.

Il ne reste plus à Mitterrand d'ici un an qu'à redemander à ses amis israéliens de rebombarder la centrale reconstruite pour que les industriels français passent une troisième fois à la caisse...

H.M.

Et si on taxait l'hypocrisie :

ça coûterait pas cher, mais ça pourrait rapporter gros

Le 17 août, à Antenne 2 Midi, Delors s'est fâché : « *Si les boulangers, les garagistes ou les propriétaires ne sont pas raisonnables, je n'hésiterai pas à revenir à la taxation pour faire cesser les abus* ». Il est vrai que l'indice de juillet, aux alentours de 1,8 %, est plutôt salé.

Mais la petite colère de Delors ne manque elle-même pas de sel. Ne venait-il pas de déclarer quelques minutes auparavant que « *si demain le prix du pétrole augmente, et si le dollar se maintient, nous demanderons une hausse des prix* » ! Et puis les hausses des transports parisiens, de l'électricité, du gaz, des loyers, ce sont bien les collègues de Delors qui les ont décidées, pas les garagistes ni les boulangers ! Et quand l'exemple vient de si haut, il faudrait être bien bête pour se priver d'en profiter !

Moralité : faites ce que je dis, pas ce que je fais, sinon c'est la taxe... En voilà un au moins qui n'a pas peur de se faire taxer d'hypocrisie !

Monsieur Veto n'a pas promis

Interrogé le 18 août, à Antenne 2 Midi, sur ses projets concernant le droit des travailleurs dans l'entreprise, le ministre du Travail Jean Auroux a indiqué qu'il comptait « *développer le rôle des structures de concertation* », en particulier celui des Comités d'entreprise.

Mais point trop n'en faut ! Les CE auront-ils un droit de veto en ce qui concerne les mesures de licenciements ? « *Pas question* », s'est exclamé Auroux dans un sursaut d'indignation, car, a-t-il expliqué, « *le droit de veto n'est pas créateur d'emploi* »... Et c'est avec des âneries pareilles qu'il compte conserver le sien ?

INSUFFISANT

Le ministre de la Santé vient d'annoncer samedi des mesures pour les hôpitaux. Il s'agit principalement du rétablissement des budgets supplémentaires et de la création de 2 000 emplois.

Bien sûr, cette mesure n'est pas négligeable. Mais après un rapide calcul puisque d'après le ministère, ces 2 000 emplois seront répartis sur 140 établissements, cela fera une moyenne de 14 postes par établissement, même en supposant que quelques postes en plus soient créés à Trousseau, c'est une décision qui reste bien en-dessous de ce qui serait nécessaire.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *de l'Hôpital Trousseau du 3 août 1981.*

La crise viticole :

DES REMÈDES QUI NE FONT QUE REPOUSSER LE PROBLÈME

Au cours des dernières semaines, les viticulteurs se sont portés sur le devant de la scène politique en réclamant haut et fort que le gouvernement leur vienne en aide. On les a vus multiplier les barrages routiers pour s'opposer à l'importation de vin étranger ; on les a vus arraisonner un pinardier dans le port de Sète et imposer le gel de sa cargaison de vin. Et, en fin de compte, leur mobilisation a payé puisque le gouvernement Mauroy a fini par adopter un train de mesures qui, ajoutées aux concessions faites par les autorités du Marché commun, semblent satisfaire les dirigeants des organisations de viticulteurs. Néanmoins la portée de ces mesures risque d'être limitée, car elles ne peuvent effectivement pas résoudre la crise à répétition que connaissent les viticulteurs depuis de nombreuses années.

UNE CRISE DÉJA ANCIENNE

Ce n'est pas la première fois que les viticulteurs occupent le devant de la scène. Depuis 1907, date de la première grande crise de la viticulture dans le Midi, lors de laquelle les soldats se solidarisèrent avec les vignerons à Narbonne et mirent la crosse en l'air, la surproduction et la mévente sont devenues quasi permanentes. Toute l'histoire de cette région est ponctuée par des révoltes dont les plus importantes éclatèrent en 1950, quand les viticulteurs créèrent la surprise en bloquant les routes du Languedoc, et en 1976, quand les affrontements firent deux morts, un viticulteur et un CRS à Montredon.

Le Midi méditerranéen, et en particulier les départements du Gard, de l'Hérault et de l'Aude, autour de Béziers et Narbonne, est la première région viticole du monde et produit presque exclusivement des vins de consommation courante, le « gros rouge ». Or, à la différence des vins de « qualité », qui se vendent fort bien en France et dans le monde, le vin courant se vend de plus en plus mal en France — son seul débouché.

Dans leur majorité les viticulteurs du Midi sont des « petits », travaillant sur des exploitations de taille modeste dépassant rarement les 20 hectares, avec leur famille, parfois un ou deux ouvriers permanents, ou des saisonniers employés aux moments cruciaux, surtout aux vendanges. La plupart ne cultivent que la vigne. C'est dire que leur sort est étroitement lié aux aléas de cette production.

Pendant longtemps l'effet des « bonnes » récoltes, synonymes de surproduction et de mévente, fut compensé par celui des « mauvaises », qui faisaient remonter les cours, donnant une rémunération permettant au viticulteur de vivre. Mais depuis les années 1970 la situation devient de plus en plus inextricable.

D'abord, la consommation de vin recule en France lentement mais sûrement devant la concurrence de la bière notamment. Ensuite les rendements ont atteint des sommets avec la mécanisation, l'emploi des engrais et de cépages performants. Les viticulteurs ont tenté de pallier les effets de la baisse des cours en produisant davantage, ne réussissant en fait qu'à s'endetter davantage et à se rendre encore plus dépendants du Crédit agricole. Enfin, avec le Marché commun, la concurrence se fait de plus en plus vive : les vins en provenance d'Italie — le second producteur mondial — arrivent sur le marché à plus bas prix et permettent aux négociants en vin français de peser sur les cours. Par exemple le vin détruit à Sète valait 11 F le « degré-hecto » contre environ 14 F pour le vin français (11 F le degré-hecto = 110 F pour un hectolitre de vin à 10°).

LES PALLIATIFS D'HIER...

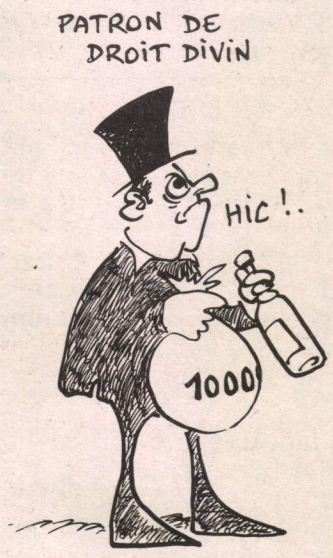
Face à cette situation les gouvernements successifs n'ont pris que des mesures qui se sont toujours avérées inefficaces ou insuffisantes.

En 1976, l'ONIVIT (Office interprofessionnel du vin de table) fut créé à la suite du mouvement des viticulteurs, et en particulier de la manifestation de Montredon. Cet office distribue bien des primes à l'arrachage destinées à encourager la reconversion des viticulteurs. Mais on ne cultive pas n'importe quoi sur n'importe quel sol. La reconversion des terres viticoles suppose le plus souvent la mise en place de systèmes d'irrigation qui, malgré les aides de l'Etat, ne sont pas à la portée du viticulteur moyen. C'est ce même ONIVIT qui gère les fonds d'encouragement à l'amélioration des cépages, mais là encore, on ne prête qu'aux riches car encore faut-il pouvoir attendre le temps nécessaire — quatre ans en général — pour que les nouveaux plants deviennent productifs, et en fin de compte, les principaux bénéficiaires de toutes ces subventions sont encore ceux qui en ont le moins besoin, c'est-à-dire les gros propriétaires.

Et c'est ainsi qu'on en est arrivé à la situation d'aujourd'hui où, à un mois des vendanges, les cuves de vin sont encore pleines, ce qui signifie que beaucoup de viticulteurs ne voient pas bien comment ils vont pouvoir faire face aux dépenses nécessaires aux vendanges.

...ET CEUX D'AUJOURD'HUI

Les mesures adoptées le 12 août par la « cellule de crise » mise en place par le gouvernement n'ont en elles-mêmes rien de très nouveau. Le gel des importations de vin étranger est la mesure d'urgence par excellence, à laquelle avait déjà eu recours le gouvernement Chirac en mars 1975. La taxation des vins de coupage, qui vise les négociants utilisateurs de vins italiens et algériens, ressemble beaucoup à la taxe de 12 % imposée par le même gouvernement Chirac à tous les vins étrangers en septembre 1975. Il est vrai que le gouvernement Mauroy a obtenu de la Commission



de Bruxelles un relèvement à 2 millions d'hectolitres du volume de vin destiné à la distillation, ce qui permettra l'achat d'une partie du surplus, mais sans doute pas de la totalité. Restent la promesse de créer en 1982 un office du vin chargé de réguler les cours du vin sur le marché (comment et au profit de qui ? nul ne sait ! et de toute façon, 1982 c'est loin) et la consigne donnée au Crédit agricole de se montrer large en ce qui concerne les prêts aux viticulteurs en difficultés.

Les responsables des organisations de viticulteurs se sont déclarés satisfaits par ces mesures. Mais si celles-ci permettent aux viticulteurs de franchir le cap difficile des prochaines vendanges — et encore cela reste à voir —, le problème restera entier pour l'avenir, Car quelles que soient les mesures adoptées, le véritable problème reste celui de la surproduction de vin. Pour en sortir, il faudrait une reconversion à grande échelle des régions vinicoles, reconversion qui nécessiterait des investissements considérables, et qui permettrait une diversification de la production agricole dans ces régions, les rendant moins dépendantes des aléas du marché. Mais de cela, il n'est pas question.

Les patrons du lait français ne l'aiment que bien sucré

Les producteurs de lait ne sont pas contents. Le 1er avril, les autorités du Marché commun avaient autorisé un relèvement de 12,6 % du prix indicatif du lait. En bonne logique, les prix à la production auraient dû être relevés d'autant. Or ils n'ont été relevés que de 9 à 10,5 % suivant les régions. Motif : les sociétés distributrices ne veulent pas, à cause, disent-elles, de la concurrence belge, allemande et hollandaise. Comme le prix indicatif est le même pour tout le monde dans le Marché commun, de là à conclure que les capitalistes de la distribution se sucrent plus en France qu'ailleurs...

Les mesures en faveur des immigrés clandestins : du mieux mais des zones d'ombre subsistent

Depuis que le nouveau gouvernement est en place, des espoirs sont nés dans la population immigrée de voir enfin ses conditions de séjour en France facilitées. Le Parti Socialiste avait en effet défini les grandes lignes de sa politique envers les immigrés avant sa victoire électorale. Le projet PS d'actualisation du Programme commun en 1978 déclarait que le droit de séjour et au travail sera garanti et que les formalités de renouvellement de plein droit des titres de séjour seront simplifiées.

Alors, cet été, les préfectures des départements à forte population immigrée ont été littéralement submergées de demandes de permis de séjour d'étrangers en situation irrégulière. En effet, en attendant des mesures plus précises, les services concernés avaient reçu pour consigne d'accepter toutes les demandes et de délivrer une autorisation de séjour provisoire de trois mois, le temps de permettre à chaque demandeur de compléter son dossier. Et beaucoup ont vu là, bien sûr, l'occasion de régulariser leur situation.

Par une circulaire du 11 août dernier, le gouvernement vient de définir les conditions dans lesquelles les travailleurs immigrés sans papiers pourront régulariser leur situation.

Il leur faudra apporter la preuve d'une entrée en France antérieure au 1er janvier 1981, justifier d'un contrat de travail valable un an au moins, et fournir une attestation de logement.

Chaque dossier sera examiné par la Direction départementale du Travail et de l'Emploi (DDTE). Si celle-ci ne peut statuer (notamment en l'absence d'un « emploi stable »), c'est une commission présidée par un magistrat, et composée d'un représentant de la préfecture, d'un représentant de la DDTE, de deux conseillers généraux et d'un représentant du réseau national d'accueil qui examinera les cas litigieux.

En cas d'avis favorable, l'immigré clandestin recevra un permis de séjour et un permis de travail valables un an. Dans le cas contraire, il lui faudra quitter le territoire français dans un délai de un mois.

Pour recueillir les nombreuses demandes, des « guichets uniques » seront ouverts dans les commissariats, les mairies, les sous-préfectures et préfectures.

Le deuxième volet de cette circulaire concerne la résorption du travail clandestin : aucune poursuite ne sera engagée contre les patrons qui employaient des travailleurs clandestins s'ils acceptent d'ici le 31 décembre de régulariser leur situation en délivrant un contrat de travail d'au moins un an aux salariés qu'ils n'avaient pas déclarés jusque-là. Ils n'auront à verser qu'une indemnité de 600 F à l'Office national de l'immigration.

Les mesures qui viennent d'être prises et rendues publiques, et qui commenceront d'être appliquées dès la fin du mois d'août, constituent pour de nombreux immigrés un mieux. Depuis quelques années, depuis que la France a fermé ses frontières, les travailleurs étrangers vivent sous la menace du non renouvellement des papiers pour ceux qui sont encore en règle, et de l'expulsion pour ceux qui ne le sont plus ou qui ne l'ont jamais été. Et tandis que les autorités accablaient de tracasseries et de brimades les clandestins qui tombaient entre les mains de la police, elles laissaient les patrons tirer de cette main-d'œuvre sans défense le maximum de bénéfices.

Les termes utilisés par la circulaire gouvernementale semblent indiquer une volonté de traiter le cas des travailleurs clandestins avec bienveillance. Cependant les dispositions mêmes qui sont annoncées comportent déjà des restrictions d'importance.

Tout d'abord, il y a la date limite du 1er janvier 1981, qui exclut de cette mesure de régularisation tous ceux qui sont entrés en France depuis.

Mais surtout il y a la clause d'emploi stable qui risque d'exclure bon nombre de clandestins. En effet, les travailleurs étrangers en situation irrégulière sont précisément ceux qui ont le plus de difficultés à trouver un emploi stable, et encore plus à obtenir des papiers (contrat de travail, fiche de paye) prouvant leur activité salariée. Et comment un travailleur clandestin pourra-t-il contraindre son patron à lui donner les papiers indispensables ?

En réalité les barrières mises à la régularisation risquent d'être encore trop hautes pour les immigrés les plus isolés et les plus désemparés. Et même si des consignes de bienveillance sont actuellement données semble-t-il dans les préfectures et les centres chargés de ce travail, elles n'empêcheront pas que de nombreux immigrés resteront à la merci de la bonne volonté de tel ou tel employé, de tel ou tel supérieur, de tel ou tel patron.

Alors, bien sûr, tant mieux que de nombreux immigrés aient sans doute là l'occasion d'en finir avec cette menace de se retrouver à la frontière qui empoisonne leur vie. Mais c'est là une mesure d'une portée limitée qui ne garantit pas le présent et qui laisse les portes ouvertes pour d'éventuels retours en arrière. Qu'en sera-t-il avec les clandestins qui n'auront pas eu les papiers ? Avec les clandestins de demain ? Qu'en sera-t-il à l'avenir avec les travailleurs immigrés qui perdront leur emploi et devront renouveler leurs papiers ? Rien n'est dit bien sûr. Et les travailleurs immigrés, comme tous les travailleurs d'ailleurs n'ont sans doute pas fini de vivre au jour le jour.

Hélène DURY

La prison clandestine d'Arenc à Marseille où le pouvoir giscardien internait les immigrés avant de les expulser. (Fotolib).

HÔPITAL DE HAUTEPIERRE (Strasbourg)

La façade est toute neuve, mais c'est tout !

Un tout nouvel hôpital a été construit à Hautepierre, quartier périphérique de Strasbourg, il y a un peu plus d'un an. Les bâtiments et le matériel sont modernes mais les conditions de travail et de soins sont toujours les mêmes.

En réanimation médicale par exemple, depuis que le service est ouvert, une seule unité de soins sur les deux prévues fonctionne avec le personnel et le matériel correspondants, mais elle doit souvent s'occuper de plus de 25 malades, alors que chaque unité est prévue pour recevoir un maximum de 15 malades.

Pendant les congés d'été, le nombre de malades ne décroît guère, mais il a tout de même été décidé qu'un agent sur huit au maximum serait remplacé pendant son absence. En conséquence, ceux qui travaillent derrière la belle façade de ce nouvel hôpital — soit travaillent beaucoup plus comme ces infirmières qui doivent prendre en charge 5 à 6 malades graves qui reviennent d'opération au lieu de 2 ou 3 normalement — soit travaillent plus longtemps comme par exemple en salle d'accouchements, de « Gynéco 1 », où chaque sage-femme doit faire 16 ou 17 gardes de douze heures, c'est-à-dire jusqu'à 204 heures dans le mois d'août ; les heures supplémentaires n'étant pas rémunérées comme telles et récupérées... quand les effectifs le permettront.

Comme on dit souvent parmi le personnel, sous forme de boutade peut-être parfois, mais c'est bien vrai, on n'aimerait pas devoir être hospitalisé à cette époque de l'année !

Correspondant LO

OPÉRATION QUALITÉ

Borel en cours d'année, c'est pas terrible point de vue qualité ! mais pendant la fermeture, alors là ! adieu gastronomie ! D'abord, si on n'arrive pas dans les premiers (et tout le monde ne peut pas arriver dans les premiers) pas question de choisir le hors-d'œuvre. Tu prends ce qu'il y a ; si toutefois il y a quelque chose. Sinon tu vas faire la queue à la cuisine pour commencer. Là tu retrouves les copains qui font la queue aux boissons parce qu'il n'y a plus rien dans le box. En te débrouillant bien, si un copain est sympa et qu'il te prend une canette, t'auras pas à attendre deux fois.

Donc, tu as un hors-d'œuvre et une boisson (fraîche, ça n'existe pas. Faut pas rêver). Il ne te reste plus qu'à aller à table. Si un autre copain t'a gardé une place, parce que sinon, c'est l'aventure pour en trouver une, en ramassant un croûton de pain dans les vieilles caisses en carton qui servent de panier dans certains boxes, tu peux commencer : bon appétit !

Et il en faut de l'appétit ; parce que question fraîcheur, la salade elle n'en a que le nom. Et ne te fie pas aux menus affichés. C'est quasi tout limité et si tu veux du poulet purée, estime-toi heureux d'avoir du bœuf petits pois. On n'est pas chez Maxim's tout de même !

Donc vers 12 h 45 tu peux attaquer. C'est froid ? Ha, on ne peut pas tout avoir ! la salade était tiède, ça compense ! et puis par les chaleurs qu'il fait... Bien sûr la tranche de fromage a séché depuis ce matin sur la soucoupe — c'est mieux, si tu essuies l'huile qu'il y a dessus, tu peux quand même consommer. De toute façon il est l'heure de descendre à l'atelier. Tu mangeras mieux ce soir !

Extrait du bulletin **Lutte Ouvrière** Renault-Flins du 17 août 1981.

Mais si, ça embauche

Les patrons de Via Assurances sont clairvoyants et savent prendre des mesures efficaces : après avoir constaté le manque de personnel dans la compagnie, ils se sont décidés à embaucher.

Ils auraient recruté 5 nouveaux directeurs. La surpopulation commence à devenir critique au 2e étage.

Ça tranche avec nos bureaux où certaines places restent désespérément vides depuis des années.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière **VIA Assurances du 18 août.**

LA JEUNESSE EN COLÈRE CONTINUE A FAIRE ENTENDRE SA VOIX

Le 15 août, des milliers de manifestants ont envahi les rues de Liverpool pour exiger la démission du chef de la police locale, Kenneth Oxford, individu notoirement réactionnaire et raciste. Cette manifestation était organisée par le comité de défense de Liverpool 8 (nom officiel du quartier de Toxteth où se sont déroulées les émeutes du début juillet) qui regroupe des représentants des organisations communautaires indiennes et jamaïcaines ainsi qu'un certain nombre de militants syndicalistes ou membres de la gauche travailliste. Mais pour la première fois depuis le début des émeutes, elle avait reçu le soutien officiel du Parti Travailliste et de plusieurs syndicats.

C'est sans doute ce soutien officiel qui explique le choix des forces de l'ordre — plus de 3 000 policiers étaient mobilisés pour protéger le centre-ville — de ne pas attaquer de front la manifestation. C'est sur la fin seulement, alors que les manifestants se dispersaient, que la police s'est montrée, provoquant aussitôt une émeute dans les rangs des manifestants qui n'ont pas attendu d'être attaqués. Les affrontements ont duré une bonne partie de la nuit, faisant de nombreux blessés dans les deux camps, en particulier autour de l'un des commissariats de Liverpool qui dut faire face à un siège en règle pendant plusieurs heures.

Les manifestants de Liverpool ont ainsi apporté un démenti cinglant à Margaret Thatcher qui, il y a trois semaines, se félicitait de ce que l'Angleterre avait « enfin retrouvé sa dignité » et en attribuait le mérite aux forces de police. Mais c'était enterrer un peu vite la colère des dizaines de milliers de jeunes qui s'étaient affrontés à la police au cours des premières semaines de juillet.

En fait, s'il est vrai que les grandes villes britanniques n'ont plus connu d'émeutes atteignant l'ampleur de celles du début juillet, les quartiers ouvriers ont continué à être le théâtre d'innombrables escarmouches, isolées mais quotidiennes, opposant des jeunes aux forces de police. L'étincelle est à peu près toujours la même : l'intervention intempestive d'une patrouille de police dans des affaires qui, de l'avis général, ne concernent que les habitants. Parfois cela se limite à une poignée de jeunes qui prennent la fuite avant l'arrivée des renforts policiers. D'autres fois, comme à Sheffield le 15 août, ce sont des centaines de jeunes qui s'attaquent avec tous les projectiles dont ils peuvent disposer, à des forces de police nombreuses et bien armées. Et la situation en est arrivée au point que dans des villes comme Liverpool ou Manchester, la police ne circule plus guère dans les quartiers pauvres autrement qu'en véhicules blindés, car les voitures banalisées sont maintenant considérées trop vulnérables.

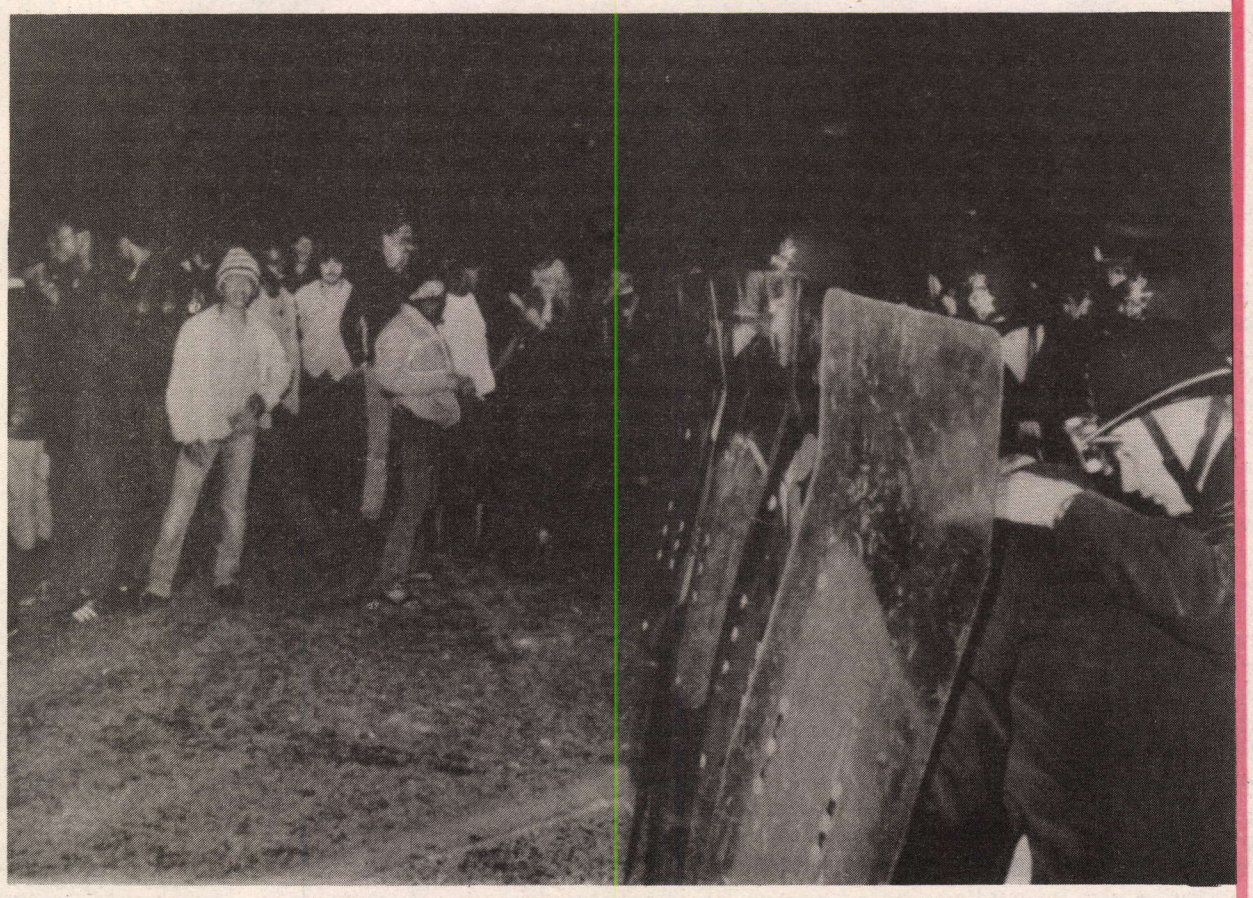
Il est un fait que la police a réussi à faire contre elle l'unanimité des jeunes des quartiers ouvriers. Il y a eu, au lendemain des émeutes de juillet, le raid policier de Brixton, dans la banlieue de Londres, au cours duquel une horde de policiers hystériques ont mis à sac une dizaine d'habitations sous le prétexte, démenti par la suite, de chercher de la drogue. Il y a eu l'affaire du gaz CS qui a révélé que dans deux villes au moins, les responsables de la police avaient donné l'ordre de tirer dans la foule des cartouches de ce gaz vomitif qui étaient normalement prévues pour transpercer des murs de ciment à l'occasion de hold-up avec prise d'otages, faisant plusieurs blessés graves dans les rangs des manifestants. Il y a eu aussi la nouvelle tactique anti-émeute inaugurée à Liverpool qui consiste à lancer des véhicules lourds à pleine vitesse contre les manifestants, tactique qui a déjà causé la mort d'un passant, un jeune handicapé de 22 ans qui n'a pas pu se garer à temps.

Et encore faut-il ajouter les incertitudes qui pèsent sur le sort des centaines de jeunes — et peut-être sont-ils beaucoup plus nombreux ? —, arrêtés depuis le début des émeutes, qui sont toujours en détention provisoire en attendant que les magistrats trouvent le temps de les juger. Ce que l'on sait, c'est que les prisons sont surchargées, au point qu'une prison comme celle de Brixton contient 1 200 détenus alors qu'elle est prévue pour en accueillir 800, et que 360 condamnés de droit commun ont dû être transférés dans un camp militaire reconverti en prison. Ce qu'on connaît également, ce sont les informations transmises clandestinement à la presse par 84 émeutiers enfermés à la prison de Pentonville à Londres, qui protestent contre les conditions de détention et en particulier contre le fait qu'on leur impose de rester au minimum 21 heures par jour dans leurs cellules. Mais pour le reste, et en particulier en ce qui concerne le nombre de détenus et les condamnations qui ont été prononcées, les autorités conservent un mutisme total.

Tout cela n'a fait que renforcer la haine des jeunes contre la police, haine qui vient encore de se manifester à Liverpool.

Sans doute les politiciens de tous bords qui, gouvernement en tête, réclament un renforcement de la répression, espèrent-ils exorciser la menace que fait peser sur leur tête toute une jeunesse en révolte. Mais ce n'est pas avec des incantations qu'on peut effacer les rancœurs accumulées, l'humiliation du chômage, la misère des taudis ou les exactions policières. La situation sociale est et restera explosive en Angleterre, et les cris effarouchés des possédants et de leurs représentants n'y changeront rien, parce qu'un système qui n'est plus capable d'offrir autre chose à sa jeunesse, c'est-à-dire à ses propres forces vives, que la répression et le chômage, est un système en faillite.

François ROULEAU



Les jeunes face à la police à Manchester au cours de l'une des émeutes de l'été. (AFP)

SRI LANKA :

Un conflit hérité du colonialisme

Le 17 août, le gouvernement du Sri Lanka (Ceylan) a décrété l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire, jetant en prison plusieurs centaines de personnes. Cette mesure fait suite aux troubles qui se sont multipliés depuis plusieurs semaines dans le pays, au cours desquels des foules en armes se sont attaquées à des membres de la minorité Tamil, faisant plusieurs dizaines de morts et détruisant un grand nombre d'habitations.

Les 15 millions d'habitants de l'île comptent environ 80 % de Cinghalais bouddhistes et près de 20 % de Tamils hindouistes. La majorité des Tamils ont été déportés du sud de l'Inde vers Ceylan à la fin du XIXe siècle par le colonialisme anglais pour servir de main-d'œuvre dans les plantations de thé ceylanaises. Un accord signé en 1964 par les gouvernements indien et ceylanais prévoyait le rapatriement de 600 000 Tamils dans les 15 années à venir. Mais — mauvaise volonté du gouvernement indien ou manque d'enthousiasme de la population Tamil ? — un tiers seulement de cet objectif a été réalisé à ce jour. D'ailleurs, quand on sait le degré de pauvreté de la population Tamil du sud de l'Inde, il n'est même pas sûr que ce rapatriement constitue une solution viable pour les intéressés. C'est en tout cas l'avis du Front Unifié de Libération Tamil, le principal parti d'opposition à Ceylan, qui réclame la constitution d'un territoire Tamil indépendant sur l'île de Ceylan.

Le résultat de cette situation inextricable est la répétition régulière de troubles au cours desquels la population Tamil, rendue responsable de la misère et du chômage chronique dans l'île, est prise à partie par la population cinghalaise, encouragée en cela par certains politiciens. Il y a quatre ans, ces véritables ratonnades avaient déjà fait plusieurs centaines de morts. Et, malgré l'état d'urgence, il n'est pas impossible que cela se reproduise aujourd'hui. C'est d'ailleurs ce que redoutent les ouvriers agricoles Tamils des plantations de thé qui, selon une déclaration de leur principal syndicat, ont fui par dizaines de milliers leurs habitations pour se réfugier dans la jungle. Ce qui est sûr, c'est que quelles que soient les intentions réelles du gouvernement en place, l'état d'urgence et la répression ne suffiront pas à compenser les effets dévastateurs d'un siècle de colonisation anglaise.

F.R.

L'épreuve de force avec les contrôleurs aériens :

Un ballon d'essai pour Reagan

La grève des contrôleurs aériens aux Etats-Unis, commencée le 3 août dernier, se poursuit sans que ni l'administration Reagan, ni le syndicat des contrôleurs PATCO n'aient cédé d'un pouce. C'est peut-être le début d'une grève longue, comme c'est souvent le cas outre-Atlantique lorsqu'une catégorie particulière de la classe ouvrière entre en lutte. Cela fait plus de dix ans que les contrôleurs aériens mènent des actions revendicatives et cette grève n'est une surprise que par la large participation qu'elle connaît dans la profession.

Ce qui est nouveau par contre, c'est la rapidité avec laquelle le gouvernement a frappé, au nom d'une législation datant de la Guerre froide et qui n'avait pratiquement pas été appliquée depuis.

Les origines de la grève

C'est à l'occasion du renouvellement du contrat (qui définit pour une durée de trois ans les conditions de travail, de salaire, etc.) que le conflit a éclaté. Le syndicat des contrôleurs, le PATCO, avait élaboré un vaste programme de revendications au premier rang desquelles figuraient l'amélioration des conditions de travail et la diminution de l'horaire hebdomadaire de 40 h à 32 h, comme c'est déjà le cas dans d'autres pays (en France, les contrôleurs travaillent 32 h par semaine). Le métier implique en effet, surtout dans les grands aéroports, une tension nerveuse intense, qui souvent use prématurément. Le PATCO réclamait la retraite au bout de vingt ans de service au lieu de 25 actuellement, avec 75 % du salaire au lieu de 50 %. A toutes ces propositions, le gouvernement opposa un refus catégorique. Quant à l'augmentation de salaire de 10.000 dollars par an, demandée par le PATCO, elle fut réduite à 4.000 dollars par le gouvernement. Les contrôleurs aériens ne font pas partie des plus défavorisés, au contraire. Avec un salaire moyen de 16.000 F par mois, ils figurent même parmi les salariés les mieux payés. Mais ils justifient leur revendication en soulignant qu'ils gagnent deux ou trois fois moins qu'un pilote de ligne alors qu'ils estiment assumer des responsabilités aussi lourdes.

Alors l'intransigeance de l'administration Reagan a fait exploser une colère qui couvait depuis longtemps, et le 3 août, 15 000 des 17 000 contrôleurs aériens du pays entraient en grève.

Reagan envoie l'artillerie lourde

La riposte du gouvernement a été immédiate : les grévistes ont reçu l'ordre de réintégrer leur poste dans les 48 heures sous peine de licenciement. Seulement 1 200 d'entre eux se sont inclinés devant le chantage, et passé le délai de 48 heures, les lettres de licenciement sont parties par milliers (12 000 à ce jour). Le gouvernement considère que depuis le 5 août, il n'y a plus grève, mais simplement des travailleurs sans emploi. Il fait fonctionner les tours de contrôle avec quelque 7 000 contrôleurs de fortune pris parmi les cadres, les retraités et les services de l'armée.

Cela peut paraître une véritable provocation de la part de Reagan de répondre ainsi et aussi rapidement à un mouvement de grève. Pourtant il n'a fait qu'appliquer les strícts termes de la loi. Il existe en effet aux Etats-Unis une législation anti-ouvrière datant de 1947, connue sous le nom de loi Taft-Hartley, qui prévoit toute une série de restrictions aux pouvoirs des syndicats, de limitations du droit de grève, et interdit aux travailleurs de l'administration publique de faire grève. Des peines de prison et des amendes sont prévues en cas de non-respect de cette loi.

Ce qui fut fait dans le cas présent puisque cinq dirigeants du PATCO se retrouvent en prison et que le syndicat est menacé d'avoir à payer jusqu'à un million de dollars par jour de grève.

Or depuis l'époque de la Guerre froide qui avait fourni l'occasion au gouvernement de remettre au pas la classe ouvrière, de réquisitionner successivement les travailleurs des mines, des chemins de fer et de l'acier, qui avait privé de leur emploi nombre de militants ouvriers, il n'avait guère été pris de vastes sanctions à l'égard des grèves dans le secteur public ; les grévistes qui se trouvaient licenciés au cours de la grève étaient la plupart réembauchés au moment de la signature de l'accord. En 1978, lors d'une grève des postiers, 226 avaient été licenciés et 104 d'entre eux avaient été ensuite réembauchés.

Aujourd'hui, l'offensive de Reagan est d'une autre envergure. C'est peut-être un coup de semonce à l'adresse des salariés de l'administration publique et de la population laborieuse en général, en même temps qu'une invitation pour les patrons à faire preuve de fermeté devant les travailleurs. Il a peut-être voulu donner l'exemple de l'intransigeance en s'attaquant à une catégorie qui dépend directement du budget de l'Etat fédéral. C'est aussi bien sûr une façon d'appliquer son fameux programme d'économies budgétaires. En tout cas, la valeur d'exemple que Reagan prétend donner à sa politique a bien été comprise comme telle par le directeur des relations sociales de l'Association des maires qui déclarait que l'attitude intransigeante de Reagan *«renforcera la détermination des élus locaux à tenir la dragée haute aux syndicats ».*

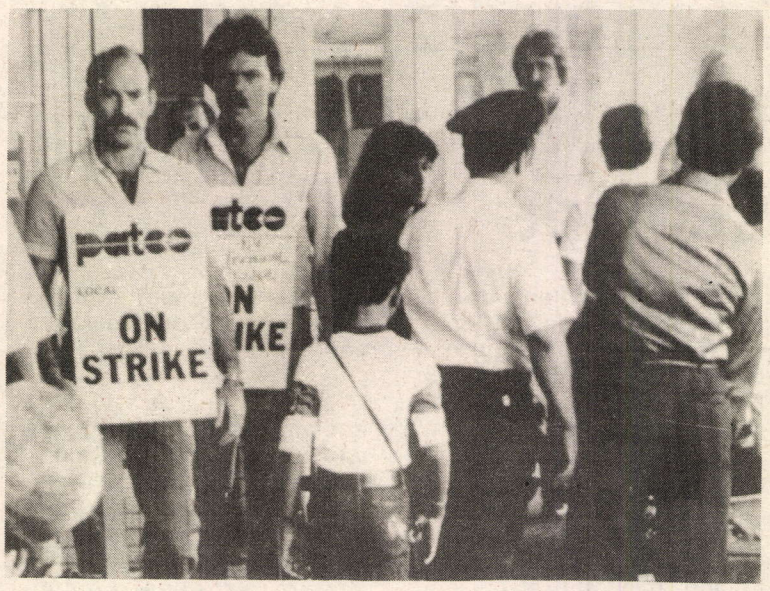
Bien sûr, même si Reagan a gagné la première manche puisque le trafic semble avoir repris dans l'ensemble, rien ne prouve que tout cela ne soit pas que de l'esbrouffe destinée à renforcer l'image d'homme fort que veut se forger Reagan. Car on ne sait pas si le trafic aérien, qui ne fonctionne plus qu'à 75 % de ses capacités, avec des effectifs réduits de contrôleurs moins qualifiés, pourra tenir ainsi pendant 21 mois, délai nécessaire, selon le gouvernement, pour former de nouvelles équipes de contrôleurs.

Et même si jusqu'à présent cette grève n'a suscité qu'une solidarité mitigée chez les autres travailleurs américains, rien ne dit que devant l'attitude dure de Reagan les travailleurs restent longtemps passifs. D'autres secteurs de l'administration publique doivent prochainemen renouveler leur contrat, tels les postiers et les employés municipaux, et il n'est pas dit qu'ils acceptent de se soumettre aux règles du gouvernement.

Les contrôleurs n'ont pas hésité à jouer gros dans ce conflit, à risquer leur emploi plutôt que de mettre le genou à terre. Et même si la plupart des salariés doivent se sentir peu de choses en commun avec ces privilégiés que sont les contrôleurs aériens, c'est en montrant la même détermination qu'ils pourront le plus efficacement contrer la politique anti-ouvrière du gouvernement.

Les militaires utilisés par Reagan pour tenter de briser la grève des aiguilleurs du ciel. (Ph. AFP)

Le PATCO



Piquets de grève à l'aéroport de New York. (Ph. AFP)

Le PATCO (organisation des contrôleurs professionnels du trafic aérien) est né en 1968, les contrôleurs ayant décidé de quitter le Syndicat général des fonctionnaires pour créer leur propre syndicat corporatiste. Son président, John Leyden, avait reçu le titre de « contrôleur de l'année » décerné par l'organisme de tutelle la FAA (administration fédérale de l'aviation). Pour protester contre la pénurie de personnel, le PATCO organisa en 1969 un mouvement de protestation où les contrôleurs se faisaient porter malade pendant 48 heures. La FAA prit des sanctions et cessa de reconnaître le PATCO comme syndicat habilité à négocier le contrat. Afin de bénéficier à nouveau de cette reconnaissance, le PATCO accepta de signer en 1971 un engagement à ne plus encourager de débrayages ni à organiser de grève. Le syndicat perdit alors bon nombre de ses effectifs.

Ces dernières années, avec l'augmentation sensible du trafic aérien, les problèmes de conditions de travail et de sécurité se sont accumulés et le PATCO a de nouveau recruté jusqu'à représenter 90 % des contrôleurs. Les syndiqués ont fait entendre leur mécontentement de plus en plus fort, tant et si bien que l'an dernier, le président Leyden donna sa démission, ne voulant pas engager de conflit ouvert. Robert Poli prit sa succession. C'est lui qui négocia en ce début d'année avec le gouvernement pour la signature du nouveau contrat. Et c'est lui qui, le 31 juillet dernier, se présenta devant les syndiqués avec les propositions dérisoires du gouvernement, leur proposant d'accepter des miettes alors qu'aucune satisfaction n'était donnée sur les conditions de travail.

Il fut mis en minorité par 95 % des votants, et c'est ainsi que la grève fut décidée.

Le PATCO n'avait jusqu'à ce jour rien qui le désigne comme le fer de lance de la lutte contre l'administration Reagan. Au contraire, lors de la campagne électorale, il avait accordé ses faveurs au candidat Reagan qui avait promis d'examiner, une fois élu, leur situation. Eh bien, voilà qui est fait.

On n'arrête pas les progrès... de la misère

La situation des pays pauvres est de « plus en plus désespérée » affirme la Banque mondiale dans son dernier rapport sur le développement. Cet organisme international estime aujourd'hui à 750 millions le nombre des victimes de la « pauvreté absolue » sur les deux milliards et demi d'hommes qui vivent en dehors des pays riches. La malnutrition les frappe en permanence. Et ils seront, nous dit-on, 100 millions de plus à la fin du siècle.

Il y aura donc en l'an 2000 près d'un milliard d'hommes pour lesquels l'eau potable, le bois de chauffage (qui lui aussi manque car les forêts détruites ne sont pas replantées dans les pays pauvres), la nourriture seront en quantité insuffisante.

Ces pays pauvres ne subissent pas seulement les effets de la colonisation passée qui a pillé leurs richesses et détruit leur économie. Leur situation économique, loin de rattraper son retard, continue de se dégrader rapidement car ils doivent payer de plus en plus cher les produits industriels ou alimentaires qu'ils importent alors que les prix qui leur sont payés pour leurs exportations de matières premières ne suivent pas...

Certains, en France, comme sans doute dans d'autres pays développés, voyant quelques importations de produits manufacturés à bas prix — tels les textiles ou les vêtements — concurrencer la production nationale, rejettent une partie de la responsabilité de la crise sur un prétendu développement de ces pays pauvres. Ils se trompent ; à moins qu'ils ne trompent sciemment leur monde.

Toujours selon les chiffres de la Banque mondiale, de 1970 à 1978, les exportations des pays dits en développement vers les Etats industriels n'ont augmenté que de 12 milliards de dollars (au prix 1970) alors que leurs importations, dans le même temps, se sont accrues de près de trois fois plus. C'est dire que les pays pauvres n'ont guère de chance de pouvoir s'enrichir au détriment des pays riches. Bien au contraire.

D'autre part, il est certain que pour l'écoulement de leur production ces pays sont totalement dépendants du bon vouloir des pays riches qui font baisser les prix — ce qui se traduit par une exploitation accrue de la population laborieuse — et peuvent à tout moment cesser leurs commandes.

Le bilan de la Banque mondiale traduit le fait que les véritables maîtres de l'économie mondiale restent bien entendu les banquiers et les gros industriels américains, européens et japonais qui pour l'essentiel dominent la planète et qui, dans cette période de crise, n'hésitent pas à piller encore plus les pays pauvres.

Le système économique qui permet leurs privilèges et leurs profits est tel qu'un milliard d'hommes connaîtront la faim en l'an 2000. A moins que d'ici là les hommes et les femmes qui sont victimes de cette organisation aberrante de la société ne se soient donné les moyens de la faire fonctionner pour l'intérêt général.

Les faubourgs de Bombay. (Almasy)

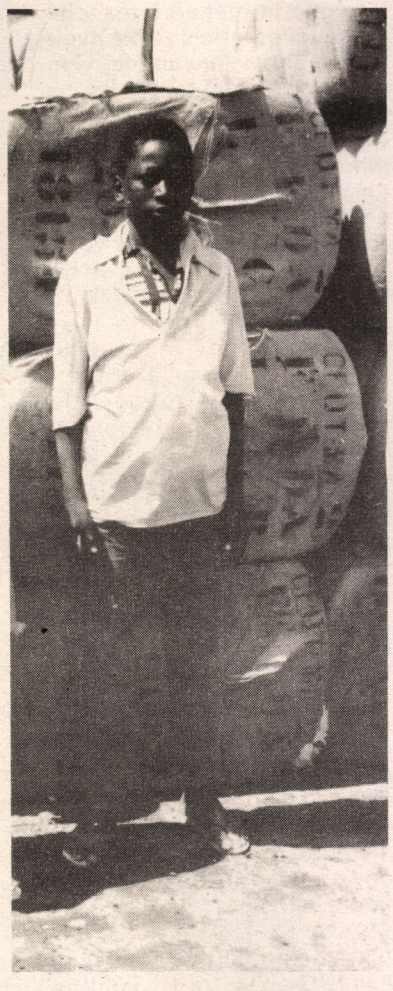
Les enfants au travail :

L'exploitation commence à six ans

55 millions d'enfants de différents pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine sont contraints de travailler, d'après l'étude du Bureau International du Travail qui vient d'être publiée. Ils étaient 52 millions en 1979 et 43 millions en 1971. Ces chiffres ne représentent sans doute que la petite partie de l'iceberg. Le nombre d'enfants et de jeunes adolescents soumis à des conditions d'exploitation souvent très dures pour des salaires dérisoires, parfois inexistants est, en fait, sûrement bien supérieur.

Il ne s'agit bien sûr pas de travaux propres à assurer l'éducation des enfants, à développer leur habileté et leur intelligence. Au contraire, les enfants s'y ruinent bien souvent la santé. C'est ainsi qu'en Inde où les fillettes travaillent plus tôt et en plus grand nombre que les garçons, la durée de vie moyenne des femmes est inférieure à celle des hommes, contrairement à ce qui se passe dans tous les autres pays du monde.

Des enfants de six à dix ans travaillent dans les mines en Inde. D'autres en Colombie se glissent dans les petites veines de charbon jusque-là inexploitées car trop étroites. Les petites Indiennes de Bolivie vendues comme « criadas » servent d'esclaves domestiques à des familles blanches. Les enfants des verreries thaïlandaises, ceux des fabriques de tapis marocains, ceux qui transportent les ordures au Caire ou trient les rebuts aux Philippines ou ailleurs ont été vus par des enquêteurs du BIT ou décrits dans des livres. Ils sont parfois passés à la télévision. La presse rapporte de temps à autres que l'enfant pakistanais en bonne santé se négocie 800 francs, ce qui est plus cher qu'au Bangladesh. Ils sont ainsi des dizaines et des dizaines de millions...



100 000 esclaves en Mauritanie

La commission des Droits de l'homme des Nations-Unies évalue à 100 000 hommes, femmes et enfants le nombre des esclaves existant encore en Mauritanie. Ce petit pays d'un million d'habitants compte par ailleurs 300 000 semi-esclaves ou anciens esclaves tenus dans une situation de parias.

La Mauritanie a été colonie française pendant plus de soixante ans. Les soi-disant civilisateurs français n'ont rien fait contre cettre oppression moyenâgeuse. Ces bourgeois n'ont pas touché aux fers des esclaves. Ils venaient pour autre chose : le minerai de fer qui sert aujourd'hui encore à engraisser le trust Usinor.

P.V.

Haïti

Toute la population tente de fuir la dictature

Chaque semaine, près de six cents Haïtiens débarquent illégalement sur les côtes de la Floride. Au fil des dernières années, des milliers d'autres se sont réfugiés aux Bahamas qui aujourd'hui menacent de les expulser. Et depuis vingt ans, d'après la presse, ce sont près d'un million de Haïtiens qui ont fui leur île.

Pour quitter leur pays dans l'espoir d'échapper à la misère et au dénuement, la plupart de ces hommes et de ces femmes doivent recourir à de véritables réseaux de passeurs qui leur font payer plusieurs centaines de milliers de francs le passage, parfois près de 9 000 F. Et quand la mort n'est pas le terme du voyage, c'est de plus en plus souvent dans un camp des Bahamas ou des côtes de Floride qu'ils échouent.

Ils espéraient pouvoir trouver du travail dans le pays où ils ont abouti. Mais avec l'extension du chômage, les répercussions de la crise, leurs chances se font de plus en plus rares. Aux Bahamas où ils ont un temps servi de main-d'œuvre bon marché à une industrie touristique en plein essor, ils sont maintenant présentés comme les boucs émissaires du chômage. Quant aux USA, les autorités tentent depuis plusieurs semaines de les repousser à Porto-Rico. Et la pire crainte de tous ces fugitifs, c'est d'être refoulés à Haïti où les attend une répression terrible.

Les autorités américaines rejettent la responsabilité de cette situation sur le régime de Jean-Claude Duvalier qui, depuis dix ans perpétue la dictature sanglante du trop tristement célèbre Papa Doc, son père. Mais elles ont beau jeu. Ce régime qui fait d'Haïti l'un des pays les plus pauvres du monde est soutenu par ces mêmes autorités américaines. Ces milliers de fugitifs, errant de pays en pays, rejetés de partout, sont en fait bel et bien les victimes de la politique de cet Etat américain qui prétend incarner le monde libre.

Irlande du Nord

L'élection du successeur de Bobby Sands, une occasion pour les catholiques d'affirmer leur soutien aux grévistes de la faim

Le 8 août, Thomas Mc Elwee est mort à la prison de Maze. Le 20, Michaël Devine, militant de l'INLA (armée de libération nationale irlandaise — organisation se situant à la gauche de l'IRA), mourait à son tour au matin de son 60e jour de grève de la faim à 27 ans. C'est le 10e gréviste de la faim républicain qui tombe victime de l'intransigeance de l'impérialisme britannique. Mais le mouvement de grève de la faim continue sans faiblir.

Quant à la population d'Irlande du Nord, si l'on en croit le bilan que vient de publier le gouvernement anglais, elle a déjà payé au prix fort son soutien aux prisonniers en lutte : au cours des cinq derniers mois, la guerre civile larvée en Ulster a fait 51 morts, plus d'un millier de blessés, et 1 700 personnes ont été arrêtées. Et pourtant, le soutien de la population catholique à ceux qui se battent contre l'occupation anglaise ne semble pas faiblir. Que ce soit en Irlande du Nord, où chaque enterrement de gréviste de la faim a été l'occasion d'impressionnantes démonstrations de soutien, ou en Irlande du Sud où, le 18 juillet, 20 000 manifestants ont assiégé l'ambassade d'Angleterre et tenu la rue contre la police pendant toute une nuit.

Ce jeudi 20 août va marquer une autre occasion pour la population catholique d'Ulster de manifester son soutien aux combattants républicains. Ce jour-là, en effet, les électeurs de la circonscription de Fermanagh and South Tyrone vont retourner aux urnes pour désigner le successeur de Bobby Sands, l'ancien leader des grévistes de la faim qu'ils avaient élu le 9 avril dernier, et qui est mort peu après son élection.

Il est vrai que depuis l'élection de Sands, le gouvernement anglais a modifié la loi électorale pour empêcher qu'un autre prisonnier puisse se porter candidat. Et pourtant l'enjeu de cette élection partielle va encore tourner autour de la lutte des militants républicains emprisonnés. Le comité national de soutien aux grévistes de la faim présente en effet la candidature de l'un de ses dirigeants, Owen Carron, un instituteur au chômage, qui avait déjà mené la campagne de Bobby Sands en avril. Comme en avril, le principal parti catholique, le très modéré SDLP (Parti Social-Démocrate Travailliste) a dû renoncer à présenter un candidat sous la pression de ses membres locaux. Dans le camp catholique, le seul adversaire opposé à Owen Carron sera un candidat du Workers' Party-Republican Clubs (Parti des Ouvriers-Clubs Républicains), un petit groupe issu de la fusion de l'ancienne aile officielle de l'IRA et de militants venus du Parti Communiste Irlandais, qui s'est signalé ces dernières années par un électoralisme forcené et une condamnation quasi hystérique de la politique menée par l'IRA. Outre ces deux candidats, une formation de centre droit qui se veut au-dessus de la mêlée, l'Alliance Party, sera également présente, tandis que la droite protestante sera représentée par un candidat unique, un officier supérieur de l'Ulster Defense Regiment, la milice supplétive protestante mise en place par les troupes britanniques en 1970.

En avril, Bobby Sands avait remporté son siège avec une majorité de 1 446 voix, et il n'est pas impossible que la simple présence de deux candidats supplémentaires suffise à priver Owen Carron de cette avance. Mais même s'il n'est pas élu, le seul fait que Carron parvienne à réitérer un score proche de celui réalisé par Bobby Sands serait déjà une victoire politique importante. Une victoire politique face à ceux qui, en Angleterre et en Irlande, prétendent que l'IRA est en train de s'essouffler et que le mouvement des grèves de la faim n'a plus le même impact dans la population catholique. Une victoire politique face à l'impérialisme britannique qui continue à imposer son joug à tout un peuple qui n'en veut plus.

Une manifestation de soutien aux prisonniers républicains grévistes de la faim.

François ROULEAU

Iran

Vague d'attentats et d'exécutions

La situation de crise ouverte marquée par le départ du président Bani Sadr en juin dernier ne s'est pas résorbée, au contraire. L'attentat qui avait tué d'un seul coup 72 dirigeants du Parti Républicain Islamique a été suivi par une multitude d'autres attentats contre les représentants du régime.

Le régime iranien, en butte constante aux pressions de l'impérialisme, doit visiblement faire face à des oppositions intérieures multiples qu'il maîtrise difficilement et qu'il tente périodiquement de liquider physiquement. Les tribunaux islamiques prononcent quotidiennement des condamnations à mort immédiatement exécutées. Mais tous ceux qui tombent ne sont pas forcément les « ennemis du peuple » que Khomeiny voudrait faire croire.

Il y a bien entendu une opposition pro-occidentale représentée par Bani Sadr, ou par les monarchistes qui viennent de s'illustrer en détournant une vedette en Méditerranée. Mais il y a aussi, et ce n'est pas nouveau, les oppositions des minorités nationales ou religieuses ainsi que celles qui se définissent comme des oppositions populaires, tels les Moudjahiddin et les Feddayin. Nous ne savons bien sûr pas grand-chose sur la politique réelle, le rôle et les liens avec la population de tous ces courants. Mais quand on regarde les bilans des exécutions, il apparaît que toutes les victimes n'étaient certainement pas des agents de l'impérialisme. Parmi les 53 condamnés à mort exécutés le 15 août, il y avait, selon *Libération,* 26 trafiquants de drogue, 12 marxistes léninistes du Peykar, 8 moudjahiddin, 3 feddayin et deux autonomistes kurdes. Et il semble que toutes les vagues d'exécutions soient ainsi dirigées tous azimuts.

En fait le régime islamique ne fait grâce à aucune opposition, d'où qu'elle vienne. Tous ceux qui se dressent contre sa politique sont impitoyablement arrêtés et condamnés, quelle que soit leur cause. Les tribunaux ont pour mission de condamner non seulement tous ceux qui commettent des attentats, mais ceux qui détiennent les armes ou collectent des fonds pour l'opposition, ce qui peut permettre de très larges interprétations. La population est invitée à participer à la dénonciation des opposants, les parents sont incités à livrer aux autorités leurs enfants coupables d'opposition au régime. C'est ainsi que la télévision iranienne a, paraît-il, montré en exemple une femme qui, s'adressant à son fils membre du Peykar quelques minutes avant qu'il soit fusillé, lui déclara devant les micros et les caméras que quand « *elle avait appris son arrestation elle avait remercié dieu* ».

Le président de la République Ali Radjai a lui-même pris la parole pendant une demi-heure à la télévision pour exhorter la population à la méfiance envers les opposants.

On ne sait pas si la population participe effectivement à cette traque des opposants, ni si elle l'approuve, mais il est certain que le régime, en ne faisant pas de quartier, tente de ressouder à sa façon, c'est-à-dire entre autres, par la terreur, l'unité autour de lui. Et quand on sait que parmi les victimes des arrestations et des exécutions figurent de très jeunes gens, des adolescents, on peut supposer qu'il est bien rapide d'accuser quiconque d'avoir comploté contre le pouvoir.

Le nouveau régime est parvenu, avec le soutien incontestable de l'ensemble du peuple iranien, à chasser l'ancienne dictature et à tenir en respect les impérialistes américains. Mais cela n'empêche pas que les idées moyenâgeuses et religieuses au nom desquelles les ayatollahs prétendent agir ouvrent à leur tour la porte à des méthodes et des pratiques barbares. Les dirigeants iraniens n'ont pas — soit dit en passant — l'exclusivité de ces méthodes. Et toutes les dicatures de ce monde y recourent, le plus souvent pour imposer à leurs populations de se plier aux diktats des puissances impérialistes. Mais s'il est certain que l'on n'a pas envie de se retrouver du côté de ceux qui critiquent en fait en Khomeiny celui qui se bat comme il peut contre l'impérialisme, il faut par contre reconnaître que ce n'est pas sur le chemin des exécutions sommaires et des répressions arbitraires que la population iranienne trouvera le chemin de son émancipation.

Hélène DURY

Reagan, pas rancunier

Reagan vient de décider la reprise des fournitures d'avions de combat à Israël. Les livraisons avaient été interrompues en juin dernier, à la suite du raid israélien contre la centrale nucléaire irakienne de Tamuz et du bombardement de Beyrouth, les Etats-Unis estimant sans doute ces faits d'armes un peu trop voyants.

Il est vrai que, de toute façon, cet embargo était un peu symbolique puisqu'il portait sur 6 appareils F-15 et F-16, alors que 78 avaient déjà été livrés.

Maintenant, au moins, la situation est claire : Reagan donne son aval aux bombardements israéliens, et accroît leur puissance de feu pour les prochaines fois...

F.R.

Paris 20e :

La police intervient contre des squatters

Dans le 20e arrondissement de Paris, la « rénovation » bat son plein depuis quelques années. Les promoteurs se sont saisi d'un quartier et s'y livrent à des opérations immobilières qui non seulement défigurent un quartier autrefois vivant, mais qui surtout en ont chassé de plus en plus la population à revenu modeste. Jamais on n'y a vu la police intervenir pour y faire respecter le droit des habitants à continuer à vivre dans leur quartier. Il y a dans le quartier, comme un peu partout dans Paris, un bon nombre d'appartements vides dans des résidences plus ou moins luxueuses, qui ne trouvent pas preneurs ou simplement qui sont laissés inhabités par des propriétaires qui ne sont pas à ça près. A-t-on jamais vu les forces de l'ordre imposer que ces appartements scandaleusement inoccupés soient mis à la disposition des mallogés ? Mais par contre que des jeunes s'installent dans quelques immeubles désaffectés et aussitôt on voit les policiers accourir en un temps record.

C'est ce qui s'est passé le 15 août lorsque des squatters qui occupaient deux vieux immeubles de la rue Vilin ont entrepris de démurer les fenêtres de l'un des immeubles. Voici le récit de l'intervention policière par l'un des squatters :

« Un car de flics est venu embarquer des gens qui démuraient. En démarrant, une voiture de flics a eu ses vitres descendues, six personnes ont quand même été embarquées. Comme on prévoyait que les flics reviendraient, deux barricades ont été faites pour les empêcher de passer. Ils sont revenus et ils ont chargé pour emmener encore quelques personnes. Ils ont été accueillis par des pierres. Il y avait des gens de Vilin et d'autres personnes du quartier. Après plusieurs renforts de flics, il y avait environ 400 policiers et CRS dans le quartier vers une heure du matin. (...) Dans le quartier, il y a pas mal de familles immigrées qui squattent de vieux immeubles. Mais, ici, à Vilin, c'est le seul squatt revendiqué de Paris. Cela s'est fait il y a quelques mois, une occupation avec banderole ; il y a eu un journal sur le squatt. (...) Depuis le début ça a été la petite guéguerre avec les flics. Ils faisaient des rafles, attendaient les gens qui sortaient de l'immeuble pour les contrôler et les embarquer. (...) Les immeubles appartiennent à la Ville de Paris. Ils disent qu'ils veulent faire un parc. Mais ils vont peut-être construire des immeubles comme en face, 2.500 F par mois pour un trois-pièces ! ».

Un immeuble occupé par les squatters rue Vilin...

Et à quelques centaines de mètres, la « Fontaine Rebéval » : 85 appartements de luxe en construction.

Les canards boiteux se portent bien

Hersant était inculpé d'infraction à la législation sur la presse pour cumul de titres. Alors, avant qu'il ne soit trop tard (on ne sait jamais !), il a revendu une partie de ses actions de façon à ne plus être majoritaire dans plusieurs de ses journaux.

Après avoir passé l'un d'eux à sa femme, c'est *Paris-Normandie* qui est cédé à un P-DG de la Thomson, Jacques Fournier.

De l'industrie à la presse, il n'y a qu'un pas surtout que le frère de Jacques, lui aussi dans les affaires, puisque ex-P-DG des magasins Carrefour, s'est acheté il y a quelque temps *Le Dauphiné libéré* et a présidé au transfert de *L'Aurore* du groupe Boussac au groupe Hersant. Quant au neveu de Jacques, il rôdait depuis quelques mois déjà dans les couloirs de *Paris-Normandie ;* en voilà un qui n'aura pas à pointer à l'ANPE.

Ce qui ne manque pas de sel, c'est que ce même Jacques Fournier, administrateur par-ci, par-là, P-DG de Hotshkiss-Brandt-Sogeme et de Bonnet, deux filiales de Thomson-Brandt pleure depuis plusieurs années que ses entreprises sont en difficultés. Il y a quelques années il a licencié plus de deux cents travailleurs chez Bonnet et, cette année, il en a licencié près d'une centaine à HBS.

Là, les travailleurs s'en souviennent très bien, il y a un an ce P-DG pleurait misère et expliquait que si les effectifs de l'entreprise n'étaient pas réduits immédiatement, c'était l'entreprise tout entière qui était menacée.

Et aujourd'hui avec une partie de l'argent accumulé sur le dos des travailleurs — entre autres, bien sûr celui des licenciés — ce monsieur se paie la fantaisie de se racheter un journal... affaire qu'il juge sans doute pour le moment plus conforme à ses intérêts ou ses ambitions.

La presse est entre les mains de ces gens-là, et que ce soit la famille Hersant ou la famille Fournier, on voit pourquoi certaines vérités n'y sont jamais dites !

GRAND PRIX DE LA PETITE VITESSE

Le ministère des PTT vient de faire savoir — et pas par courrier car la décision est applicable dès la fin du mois — que le prix du timbre-poste allait augmenter. Il n'a par contre pas dit un mot de l'amélioration du service des postes. Et pourtant, si quelque chose a besoin d'être augmenté, c'est bien la vitesse du courrier ! Toujours est-il que, pour la vitesse dite rapide, le timbre passera de 1,40 franc à 1,60 franc tandis que celui de la « vitesse » (si l'on peut dire) normale passera de 1,20 franc à 1,40 franc.

Le pétrole du « Tanio » pompé... on attend les suivants !

Les opérations de pompage du pétrole encore contenu dans l'épave du *Tanio*, ce pétrolier malgache qui avait coulé en mars 1980 au cours d'une tempête au large des côtes bretonnes polluant cent trente kilomètres de côtes, est maintenant terminé. Il aura fallu onze mois d'efforts aux techniciens et aux travailleurs de la Comex, une compagnie spécialisée dans les travaux sous-marins pour parvenir à pomper ce pétrole avant qu'il ne s'échappe, occasionnant une nouvelle marée noire. Pourtant tout n'est pas fini. Des factures énormes restent à régler, de l'ordre de 400 millions de francs. Et, surtout, si le *Tanio* ne fait plus courir de risques aux plages bretonnes, il n'en reste pas moins que les conditions qui avaient conduit à cette marée noire comme aux précédentes, elles, demeurent. Le ministre Anicet Le Pors l'a d'ailleurs lui-même rappelé devant les caméras de la télévision : « *J'avais dit que de nouvelles pollutions se produiraient si on ne mettait pas les moyens nécessaires pour les prévenir* ». Des crédits nécessaires sont évalués à 5 milliards de francs et, actuellement, 16 % de cette somme seulement ont été débloqués. Mais, quand bien même elle le serait en totalité, elle suffirait peut-être à éliminer un certain nombre de risques en Bretagne — et ce ne serait déjà pas si mal — mais, en fait, la seule garantie réellement efficace serait que le transport du pétrole échappe aux lois de la rentabilité et du profit qui aboutissent à faire prendre des risques aux bateaux ou à lancer sur les océans des dangers publics comme le *Tanio.*

C'est pour mieux t'embrasser, mon enfant...

Bien qu'interdits à la vente en France depuis 1978, des lots de pyjamas pour enfants traités au « TRIS » (une substance qui permet d'ignifuger les vêtements mais qui est aussi cancérigène) ont été découverts sur des marchés. 2 000 pyjamas ont ainsi été saisis dans la Vienne et 2 000 autres dans la région lyonnaise. En fait, il semble que les stocks de la société américaine qui fabriquait ces vêtements dangereux continuent d'être écoulés en Amérique latine mais aussi, la preuve, en France. Pas question pour les fabricants ou les grossistes qui les détiennent de laisser se perdre leur marchandise. Et tant pis si, selon les chiffres publiés par *L'Humanité,* 1 % des enfants ayant absorbé cette substance développent par la suite une tumeur cancéreuse...

ÉCHOS DES ENTREPRISES

C'est pas des vacances pour tout le monde

La semaine dernière à la cafétéria, la serveuse s'est retrouvée seule alors qu'à l'habitude deux serveuses ne sont pas de trop.

Ce n'est pas le nombre de croissants ou de cafés qui avait diminué car il y avait autant de monde qu'en juillet.

Mais pour les patrons, il n'y a pas de saisons pour faire des économies sur le dos de leurs employés.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *du groupe Malakoff-Courcellor du 11.08.81.*

Camping sauvage

Les bureaux de l'atelier du MOV avaient besoin d'un sérieux coup de nettoyage.

Alors pendant que l'on donne un coup de peinture, il a fallu que tout le monde campe dans les ateliers.

C'est peut-être l'époque, mais ce n'est pas très confortable.

La seule satisfaction c'est que nos chefs, au moins, on peut les avoir à l'œil !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Thomson Saint-Denis du 11.08.81.*

LIVRES

HANTA YO
Une saga indienne de Ruth Beebe Hill

Ruth Beebe Hill est une universitaire américaine qui a étudié pendant près de trente ans la civilisation des Indiens d'Amérique. Son livre se présente comme la chronique d'une tribu indienne de 1750 à 1830, c'est-à-dire jusqu'au moment où elle rentre en contact avec les colporteurs blancs.

Ecrit comme un roman, ce livre entend reconstituer le mode de vie indien, les coutumes et les relations au sein de la tribu comme à l'extérieur.

La chasse aux bisons est la principale ressource de cette communauté. Elle lui permet de vivre et même de faire face aux périodes de pénurie occasionnelles. L'organisation de la tribu est déterminée par les impératifs de cette activité et par ceux des combats guerriers. Et l'un de aspects les plus intéressants du livre est qu'il montre comment la nécessaire solidarité du groupe dans la chasse et la pêche vont de pair avec un respect des individus, de leur indépendance, de leur originalité et de leur évolution.

On voit entre autres, au fil des récits, comment les décisions sont prises, comment les chefs et les personnalités de la tribu sont choisis. On comprend comment la pression de tous les membres de la tribu s'exerce pour corriger et limiter les comportements associaux ou dangereux.

Bien sûr, comme dans toutes les reconstitutions de cette sorte, il est difficile d'apprécier quelle est la part de vérité et la part d'interprétation arbitraire. L'auteur explique qu'elle a puisé ses informations dans un ensemble de peintures sur peau de la tribu ainsi que dans des récits d'Indiens, en collaborant avec un descendant de l'une des familles concernées. Et l'on sent au travers de cet ouvrage un souci constant de traduire fidèlement une façon de vivre, de penser et de sentir très différente de ce que nous connaissons.

Cette chronique se termine avec l'arrivée des Blancs, qui apparaissent ici cupides et sans scrupules, méprisant les Indiens et leurs coutumes. Et l'on voit comment, entre autres avec l'aide de l'alcool qu'ils distribuaient largement, ces conquérants commencèrent à détruire cette communauté.

Claude CHARVET

Hanta Yo, une saga indienne de Ruth Beebe Hill. Edition Julliard. 525 pages. 60 F environ.

Guérilleros de V.S. Naipaul

Né dans une famille hindoue de Trinidad, mais vivant depuis longtemps à Londres, Naipaul se définit lui-même (dans une interview au **Monde**) comme un déraciné, très critique sur les « véritables tyrans » qui gouvernent bien des pays du Tiers Monde. Il a déjà publié toute une série de romans dont certains décrivent de façon vivante et incisive les méfaits du colonialisme anglais et le combat des populations colonisées pour leur dignité.

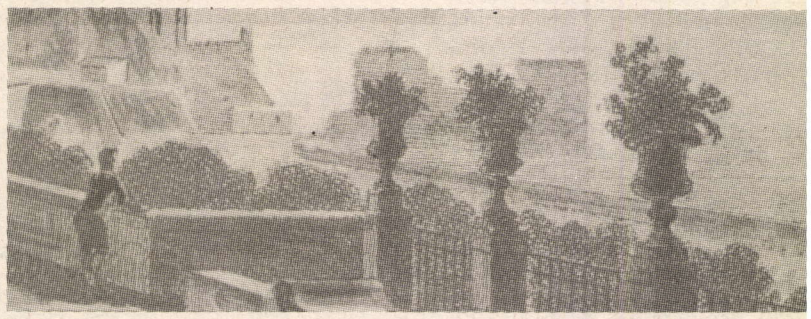
Mais **Guerilleros** n'est pas de cette veine. Contrairement à ce que le titre pourrait laisser penser, il ne s'agit pas d'une étude sur des guerilleros. Il se passe dans une île des Antilles, indépendante depuis peu, qui pourrait être la Jamaïque. On y voit les villas des beaux quartiers, ceux des Blancs et des notables, qui contrastent avec la misère sordide du reste du pays. L'île est l'objet d'une exploitation néo-colonialiste et ceux qui avaient espéré et combattu pour son indépendance, sont déçus et écœurés.

La plupart des personnages sont des déracinés : un intellectuel sud-africain blanc et de gauche, qui a connu la prison dans son pays et qui participe comme conseiller à une expérience de commune agricole à laquelle il finira par admettre qu'il ne croit pas ; une jeune femme qui a accumulé les échecs dans sa vie sentimentale et qui part avec lui pour fuir Londres ; un ou deux anciens colons qui ont déjà préparé leur passeport et leur billet d'avion pour s'enfuir à la première alerte ; le chef de la commune rurale qui passe pour un leader noir et qui se révèlera un fou sadique. Bref, toute une galerie de portraits de marginaux, qui paraissent traverser leur époque sans y prendre réellement part, et au travers desquels il est impossible de se faire une idée sur la situation réelle de l'île, ou sur les aspirations et les sentiments de la population.

Jean HAINAUT

Guerilleros **de V.S. Naipaul. Ed. Albin Michel. 60 F environ.**

Une enfance sicilienne
d'après Fulco di Verdura par Edmonde Charles-Roux



Fulco di Verdura, vieil aristocrate sicilien décédé en 1978, avait, peu avant de mourir, rédigé ses mémoires d'enfant entre sa cinquième et sa treizième année. Ces mémoires étaient parus en anglais, puis en italien. Le rôle joué par Edmonde Charles-Roux n'est nulle part précisé, mais il semble qu'en plus de la traduction, la romancière française ait adapté selon son propre style les mémoires livrés par le vieux Fulco, et peut-être même quelque peu rallongé la sauce puisque de 200 pages originales cet ouvrage atteint aujourd'hui près de 300 pages.

Mais laissons aux spécialistes le soin de démêler dans cette affaire le tien du mien. Le lecteur, lui, trouve largement son plaisir en parcourant un véritable album de famille haut en couleurs et en saveurs méditerranéennes. Entre le vieillard qui met sa mémoire à l'épreuve et le petit garçon qu'on nous décrit, on imagine mal que soixante années se sont écoulées tant ce récit exhale une spontanéité et une malice tout enfantines.

Tantôt on se laisse emporter par de poétiques descriptions de jardins luxuriants, de vieux palais dont la poussière ne parvient pas toujours à effacer les fastes d'autrefois, tantôt on rit franchement au récit des farces du jeune Fulco et de sa sœur, ou à certains portraits pittoresques comme ceux des gouvernantes ou du vendeur de caramels.

En arrière fond se dessinent les mœurs de la Sicile du début du siècle, et principalement celles de son aristocratie qui tentait encore de maintenir un mode de vie propre à une société féodale révolue. Ainsi en allant à l'Opéra de Palerme fraîchement édifié, les aristocrates refusaient de passer par la somptueuse entrée principale afin de ne pas se mêler aux gens du commun, et empruntaient un tunnel qui permettait que leur voiture les dépose juste à côté de leur loge. De même lorsqu'une dame de haut rang allait faire ses emplettes il était hors de question qu'elle se mêle à la clientèle du magasin ; il fallait donc qu'un vendeur se déplace jusqu'à sa voiture pour lui montrer les articles qu'elle désirait, au mépris des embouteillages que cela créait.

De ce monde anachronique, il n'allait bientôt plus rester que quelques vestiges épars. C'est pour en laisser quelque trace que Fulco di Verdura a décidé de jeter sur le papier ses souvenirs d'enfant. Lui-même, comme bon nombre d'autres aristocrates déchus, a dû, après la Première Guerre mondiale, gagner sa vie en travaillant, chose encore impensable à l'époque qu'il nous décrit.

Il ne s'agit ni d'une apologie ni d'une critique de cette société révolue, mais de simples souvenirs tels qu'un enfant pouvait les vivre.

C'est un livre très bien écrit qui se lit avec plaisir. Voilà peut-être un moyen de prolonger les vacances.

Hélène DURY

Une enfance sicilienne **d'après Fulco di Verdura, par Edmonde Charles-Roux. Ed. Grasset. 317 pages. 65 F environ.**

THEATRE

Thérèse Raquin de Zola par le théâtre de MIRAMONT

Ecrite par Zola à partir de son célèbre roman, la pièce Thérèse Raquin **est un véritable drame où Zola s'attache surtout à dépeindre les tempéraments de ses personnages.**

Dans ce milieu de boutiquiers mesquins et de petits fonctionnaires dont toute la vie est étroitement tracée par les convenances et la morale petite bourgeoise, les passions et le plaisir ne les entraînent pas moins, au contraire, à agir en simples égoïstes pour les uns, en véritables monstres pour les autres. Ainsi Thérèse et son amant emportés par leur passion n'hésiteront pas à tuer le mari de Thérèse dans l'espoir de pouvoir vivre enfin leur amour, dans le respect des convenances, avec la bénédiction de la famille et du curé.

La mise en scène et surtout le jeu des acteurs rendent bien l'atmosphère étouffante de cette famille confinée au fond de son passage noir et sale, de cette famille coincée dans ses principes étroits et sa médiocrité. Une atmosphère tragique et dérisoire à la fois, si bien rendue que le spectateur éprouve l'envie de s'échapper, de fuir les Raquin et leur partie de dominos du jeudi soir, et que seul le rire permet de supporter...

Sophie GARGAN

COMMUNIQUE

Après avoir joué à Avignon, la compagnie Miramont présentera Thérèse Raquin **à Paris.**

Théâtre Paris 12 CISP
6, avenue Maurice Ravel
PARIS 12e
du 25/09 au 8/11 à 20 h 30
Matinée dimanche à 15 h
Relâche dimanche soir et lundi.

Studio Théâtre 14
20, avenue Marc-Sangnier
PARIS 14e (M° Pte de Vanves)
du 13/11 au 20/12 à 20 h 30
Relâche dimanche et lundi.

FILMS

La désobéissance D'ALDO LADO

Dans les derniers mois de la euxième Guerre mondiale, un dolescent, Luca, fils d'une onne famille de Venise, rejoint s partisans qui luttent contre régime fasciste et contre occupation allemande en Italie. es parents, au contraire, se ompromettent avec le régime et vec l'occupant. Sa mère notamment, chanteuse, donne des soiées pour les officiers allemands.

Ces événements apparaissent u passé dans le film. Le préent, c'est l'immédiat après-uerre. Les amis de Luca, nciens partisans, ont vite fait e se recaser : l'un part en Amérique, un autre « monte » dans appareil du Parti Communiste. uca, lui, retrouve l'école, avec même professeur que sous le ascisme. La mère de Luca hante maintenant pour les offiiers américains. Son père se ert de lui pour se faire passer ui-même pour un antifasciste. out le monde, d'ailleurs, est evenu antifasciste — à croire u'il n'y a jamais eu de fascistes n Italie.

Honteux de sa famille, désillusionné sur tout ce à quoi il a cru, uca veut se laisser mourir. 'est l'amour qui le sauve finale-

ment. Une fin plutôt conventionnelle pour un film par ailleurs intéressant et réussi, avec en prime de splendides prises de vue sur Venise.

Jean-Louis CHAMPENOIS

Une mère, une fille DE MARTA MESZAROS

Anna (Marie-José Nat) était tudiante au moment de l'insurection de Budapest, en 1956. omme bien d'autres de ses amarades, elle a pris la fuite our échapper à la répression, et ans la panique elle a perdu sa ille qui venait de naître.

Vingt-deux ans plus tard, nna a retrouvé une place conortable parmi les privilégiés du égime hongrois. Ingénieur texle et styliste de mode, elle semle avoir tout oublié de ses révolès passées. Mais un jour, Anna roit reconnaître sa fille perdue en la personne d'une jeune touriste française venue visiter Budapest en compagnie de ses parents. Là commence une course poursuite qui aboutira à Paris où Anna fera don de l'un de ses reins pour sauver celle qu'elle croit être sa fille atteinte d'une maladie mortelle.

Il y a sans doute bien des scènes qui touchent dans ce film, ne serait-ce que parce que Marie-José Nat sait faire passer la rampe à son personnage de mère, mais, avec la meilleure volonté du monde on n'arrive pas à croire à cette histoire de fille retrouvée dont on ne saura jamais si elle est réellement la fille d'Anna. Et les images de l'insurrection de Budapest qui apparaissent en arrière-fond du film, en particulier celles concernant la répression qui suivit l'échec des insurgés, si elles font la preuve d'un courage certain de la part de Marta Mezsaros, ne suffisent pas à en faire un bon film.

François ROULEAU

Reprise :

Les amours d'une blonde

Quand le film, Les amours d'une blonde, **sortit à l'écran, il y quinze ans, il apparut représentatif d'un nouveau cinéma chèque, en rupture de ban avec e conformisme officiel.**

En peignant la vie quotidienne de la jeunesse d'une petite ville, Milos Forman égratignait avec humour des préjugés, des comportements, des institutions. Il y le bureaucrate responsable de 'usine qui ne trouve rien de mieux que de demander l'installation d'une garnison dans sa ville pour donner à ses ouvrières un peu d'amour et le goût du travail. Il y a les militaires empêtrés et balourds. Il y a la famille étouffante du jeune pianiste. Bref, il y a là un monde étriqué et hypocrite que les jeunes avides de vie, de sentiments vrais, ne trouvent visiblement pas à la mesure de leurs aspirations. La blonde Andula échappe à toute cette médiocrité. Et tant pis si cela dure peu, tant pis s'il lui faut mentir pour prolonger son rêve. Ce personnage très réussi exprime toute la vitalité et la sincérité d'une jeunesse qui ne veut pas se laisser briser. D'une jeunesse dans laquelle Forman semble en tout cas croire et espérer.

H.M.

Sélection cinéma

Films récents...

ELEPHANT MAN.
de D. Lynch.
L'histoire vécue de John Merrick, atteint d'une grande difformité, dans l'Angleterre victorienne. Un film sur la tolérance.
UGC Opéra 2e. Cinoches 6e (vo). Marbœuf 8e (vo).

LILI MARLEN.
de Fassbinder.
L'histoire romancée de l'interprète de cette rengaine fredonnée par les soldats du IIIe Reich sur tous les fronts, amoureuse d'un jeune Juif de Zurich qu'elle aide à lutter contre les nazis.
L'Epée de Bois 5e (vo). Calypso 17e (vo).

THE POLICEMAN.
de D. Petrie.
Le Bronx, quartier pauvre de New York, où un policier pris de scrupules, incarné par Paul Newman, est aux prises avec ses supérieurs.
Capri 2e. Berlitz 2e. Montparnasse 83 6e. Marignan 8e (vo).

LA PORTE DU PARADIS.
de M. Cimino.
Les gros propriétaires contre les immigrants venus d'Europe de l'Est, dans le Wyoming du 19e siècle.
France-Elysée 8e (vo).

LES UNS ET LES AUTRES.
de C. Lelouch.
Une fresque musicale retraçant l'histoire des 40 dernières années.
Forum Cinéma 1er. Paramount Marivaux 2e. Paramount Odéon 6e. Paramount City Triomphe 8e. Publicis Elysée 8e. Paramount Opéra 9e. Paramount Bastille 12e. Paramount Galaxie 14e. Paramount Montparnasse 14e. Paramount Maillot 17e.

TROIS FRÈRES.
de F. Rossi.
Trois frères retournent à la ferme natale dans l'Italie du Sud. Une vision de la société italienne et de ses problèmes à travers la vie de chacun d'eux.
Studio de la Harpe 5e (vo). Saint-Lazare-Pasquier 8e. Sept-Parnassiens 14e.

...et moins récents

LE DERNIER MÉTRO.
de F. Truffaut.
Paris sous l'occupation à travers l'histoire d'une troupe de théâtre.
Elysée Lincoln 8e.

2001 ODYSSÉE DE L'ESPACE.
de S. Kubrick.
Un film de science-fiction.
Saint-Michel 5e. Elysée-Point-Show 8e. Trois-Haussmann 9e.

FAME.
de A. Parker.
Des jeunes apprennent la musique et la danse dans une école américaine.
Saint-Michel 5e (vo).

FRANKENSTEIN JUNIOR.
de Mel Brooks.
Une parodie des films d'angoisse où l'on rit de bon cœur.
Berlitz 2e. Quintette 5e (vo). Marbœuf 8e (vo). Sept-Parnassiens 14e (vo).

WEST SIDE STORY.
de R. Wise.
Une magnifique comédie musicale sur la jeunesse des quartiers pauvres de New York.
Paramount Opéra 9e (vo). Athéna 12e (vo). Kinopanorama 15e (vo).

CERTAINS L'AIMENT CHAUD.
de B. Wilder.
Une comédie désopilante avec Marylin Monroe.
Champo 5e.

JOHNNY S'EN VA-T-EN GUERRE.
de D. Trumbo.
Un terrible réquisitoire contre la guerre.
La Banque à Images 5e (vo).

LES ENFANTS DU NUMÉRO 67.
de W. Meyer.
En Allemagne en 1933, les enfants d'un immeuble ouvrier s'attaquent aux jeunesses hitlériennes avant de se laisser gagner par la gangrène nazie.
Marais 4e (vo).

L'AMOUR VIOLÉ.
de Y. Bellon.
Un réquisitoire contre le viol.
14 Juillet 15e.

THE ROSE.
de M. Rydell.
Un film émouvant qui retrace la carrière d'une célèbre chanteuse du rock.
Bonaparte 6e (vo).

THE BLUE BROTHERS.
de J. Landis.
Une comédie musicale loufoque avec Cab Calloway, Ray Charles, Aretha Franklin.
Athena 12e (vo). Calypso 17e (vo).

EXPOSITION

Rappel :

Toujours PARIS-PARIS au Centre Beaubourg

Dans le cadre de ses rétrospectives historiques, le Centre Beaubourg présente toujours son exposition **Paris-Paris.** En une quarantaine de salles sont présentés de très nombreux documents retraçant la période de 1937-1957. Bandes d'actualité cinématographiques, affiches publicitaires et politiques, pages de journaux, toiles, sculptures, manuscrits et exemplaires de livres, mais aussi réalisations techniques présentés soit directement, soit sous forme de diapositives — dans le but de rappeler ce que fut la vie quotidienne mais aussi littéraire et artistique au cours de ces années.

L'exposition est particulièrement riche et même, parfois touffue. Les explications fournies ne sont pas toujours suffisantes pour que le visiteur ne connaissant pas bien la période, son histoire et les courants artistiques et littéraires qui la traversèrent, comprenne tout. Cela dit, l'exposition est à voir et sans doute à revoir pour s'y retrouver vraiment.

Tous les jours sauf le mardi 14 F.

FILMS

L'homme de fer

de A. Wajda

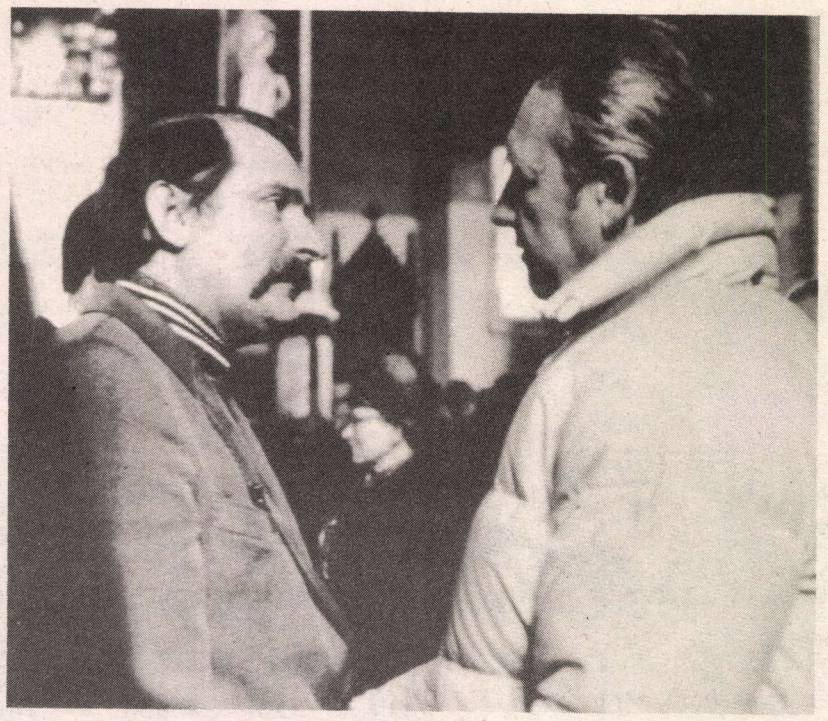
Juste un an après les grandes grèves de Gdansk qui obligèrent le gouvernement polonais à reconnaître entre autres aux travailleurs le droit de grève, et celui de constituer un syndicat libre, sort un film du cinéaste polonais A. Wajda, en hommage à cette période de l'histoire polonaise.

On revoit dans ce film quelques personnages présents dans son précédent film L'homme de marbre, **Birkut, ancien « héros du travail », honoré, tué au cours des émeutes de 1970, Maciek, son fils, étudiant en 1968 et qui abandonne ses études après la mort de Birkut pour aller travailler à son tour dans les chantiers de la Baltique. Agnieska, ancienne journaliste chargée d'un reportage sur la vie de Birkut.**

Mais pour construire son film, Wajda utilise l'histoire d'un journaliste de la radio gouvernementale qu'un de ses chefs envoie faire un reportage sur Maciek, afin de fouiller dans la vie du jeune militant et de trouver des éléments qui puissent être utilisés par la presse pour le déconsidérer auprès de ses camarades de travail. Et une grande partie du film est centrée sur les aléas de Winkiel, ce journaliste rompu à toutes les manœuvres de la bureaucratie et pour qui l'approche de Gdansk et des Chantiers sera d'autant plus difficile que... toute vente d'alcool est interdite dans la région contrôlée par les comités de grève. Winkiel rencontre en outre des personnages dont la force de caractère et l'honnêteté auront raison de sa corruption, et Winkiel finit par démissionner de son poste.

Mais au travers de cette enquête, le film fait revivre les grands moments de la lutte en Pologne. On y voit, parfois évoqués à l'aide de bandes d'actualité, le mouvement étudiant de 1968, les grèves et la sanglante répression de 1970, les grèves de Radom et d'Ursus de 1976.

Le mouvement d'opposition. lui, est incarné par les personnages de Maciek et Agnieska, militants de l'opposition et qui connaissent les coups, la prison, la répression. Leur histoire est sans doute un des aspects les plus réussis du film.



Quant à la grève de 1980, qui est censée être l'événement principal de ce film, elle n'est évoquée que par quelques événements, sans doute symboliques pour Wajda. La scène de la croix dressée à la mémoire des ouvriers tués lors de la répression de 1970, quelques images de grève, la reconstitution de la signature des accords de Gdansk en scène finale, sont bien là. Mais on cherche en vain une présentation vivante du mouvement ouvrier ou des comités de grève. Et c'est ce que l'on peut regretter.

Sélection télévision

Samedi 22 août

20 h 30. FR3. La course contre la mort. Film policier américain.

20 h 35. A2. La propriété. Film de Serge Leroy avec Marie Dubois. Le partage difficile d'un héritage.

22 h 05. A2. Hommage à Max-Pol Fouchet. Rediffusion d'une émission de Max-Pol Fouchet où il racontait l'histoire de l'œuvre du peintre Henri Matisse.

22 h 25. FR3. Huit dessins animés réalisés par Tex Avery entre 1946 et 1951.

Dimanche 23 août

14 h 10. TF1. L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. Cette séquence intitulée **Le sang de la mer** fait le bilan des pollutions en Méditerranée et indique les mesures urgentes à prendre pour le sauvetage de la grande bleue.

15 h. A2. La magie de la danse. Emission de Margot Fonteyn. Les débuts de la danse professionnelle avec la création de l'école royale de l'Opéra par Louis XIV. Comme illustrations un ballet-pantomime **La fille mal gardée** et le pas de deux de **Carmen** par Zizi Jeanmaire et Roland Petit.

20 h 30. TF1. L'aile ou la cuisse. Film comique (enfin un peu) de Claude Zidi avec Louis de Funès.

21 h 45. FR3. François Villon et compagnie. La vie du poète, mort il y a cinq siècles, est évoquée par Robert Sabatier et Jean Favier, directeur général des archives de France. Brassens, Serge Reggiani, Monique Morelli chantent et disent des textes de François Villon. Alphonse Boudard, José Giovanni et Auguste Lebreton, mauvais garçons devenus écrivains, témoignent que depuis Villon qui écrivit **La ballade des pendus** derrière les barreaux, la tradition des écrivains mauvais garçons ne s'est pas perdue.

Lundi 24 août

18 h 20. TF1. L'aventure polaire. Première d'une série de quatre émissions de Paul Emile Victor.

20 h 30. TF1. Maigret tend un piège. Film policier avec Jean Gabin et Annie Girardot.

20 h 30. FR3. Le jour le plus long. Film à grand spectacle sur le débarquement de juin 1944. D'après un livre de Cornelius Ryan. Déjà diffusé en 1976 et 1979.

22 h 25. A2. Lire c'est vivre. Emission de Pierre Dumayet. Les lettres de Van Gogh à son frère Théo (1re partie).

Mardi 25 août

20 h 35. A2. Les Dossiers de l'écran : **L'Atlantide.** En première partie un film inspiré par le roman de Pierre Benoit. Le débat porte sur ce légendaire continent, pays des « Atlantes » que Platon situait de l'autre côté des « colonnes d'Hercule » (le détroit de Gibraltar).

Mercredi 26 août

18 h 20. TF1. L'aventure polaire. 2e émission. Les hommes du nord. Les Esquimaux tels que les découvrit Paul-Emile Victor.

20 h 30. FR3. Voyage avec ma tante. Film américain de Georges Cukor, d'après un roman de Graham Green. Pour une soirée pleine de charme et de nostalgie.

Jeudi 27 août

18 h 20. TF1. L'aventure polaire. Les expéditions de Paul-Emile Victor en 1948 au Groenland et en Terre-Adélie.

20 h 30. FR3. Marseille contrat. Film policier sur la filière marseillaise de la drogue.

20 h 35. A2. Le Grand Echiquier. Emission de Jacques Chancel. Les Jeunesses musicales de France, avec la participation de nombreux musiciens et interprètes.

Vendredi 28 août

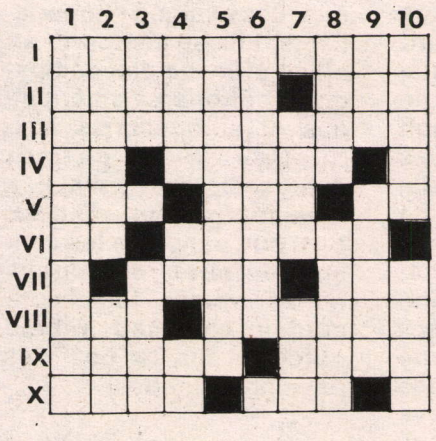
20 h 30. FR3. Le nouveau vendredi : **24 heures à San Francisco.** On aura sans doute beaucoup à méditer sur une médecine dite naturelle et efficace, dit-on, contre le stress... On y verra aussi le développement des mouvements écologistes et homosexuels.

20 h 35. A2. L'ennemi de la mort. Premier épisode d'un feuilleton qui en comporte quatre et qui est tiré d'un roman d'Eugène Le Roy. Au début du XIXe siècle, un jeune homme qui a fini ses études de médecine revient dans son village...

21 h 35. A2. Apostrophe d'été. Rediffusion d'une précédente émission avec Maurice Genevoix.

23 h 05. A2. Ciné-Club. Deuxième partie de **La terre de la grande promesse,** film polonais d'Andrzej Wajda (en version originale). Une grande fresque sur le développement sauvage de la bourgeoisie polonaise à la fin du XIXe siècle.

Mots croisés



HORIZONTALEMENT. — I. Evite de se jeter à l'eau. II. Quand les blés sont coupés. Poêle sans queue ni tête. III. L'étude de mœurs, ça le connaît ! IV. Connu. Ça vit dans l'eau et ça porte un nom d'oiseau. V. Quand elle était divine, faisait trembler les mortels. Occi dans un beau désordre. En matière de. VI. Mètre seconde. Unissent le marais à la mer. VII. Mieux qu'un duo. Il a de l'audace. VIII. Ville d'eaux. Au bout des doigts. IX. Inspira à Cyrano sa tirade. On se sent plus léger de s'en être débarrassé. X. Verbe conjugué. C'est parce qu'ils l'étaient que les cannuts se sont révoltés.

VERTICALEMENT. — 1. Ne voit pas la vie en rose. 2. Les belles dames s'en couvraient pour paraître plus belles encore. Prénom. 3. Quand il ne reste plus une goutte. Fait l'équilibre. 4. Auxiliaire. Fin de verbe. Ainsi commence l'isolement. 5. Façon de parler. 6. Récit. 7. Bordure de bois. Très attachante. 8. Compartiment. C'est par les petits qu'on débute. 9. Vieux loup. Articles pour bouchers. 10. Producteur d'huile. Nom d'une célèbre villa romaine.

Solution du problème précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	A	D	U	L	A	T	E	U	R	S
II	N	O	V	I	C	E	S	■	■	A
III	E	R	E	■	C	L	■	A	R	S
IV	S	T	I	M	U	L	E	R	A	S
V	T	O	T	O	S	■	U	R	N	E
VI	H	I	E	R	A	R	C	H	I	E
VII	E	R	■	A	T	E	L	E	S	■
VIII	S	■	O	S	E	■	I	S	■	L
IX	I	O	■	S	U	N	D	■	R	I
X	E	N	T	E	R	R	E	R	A	S

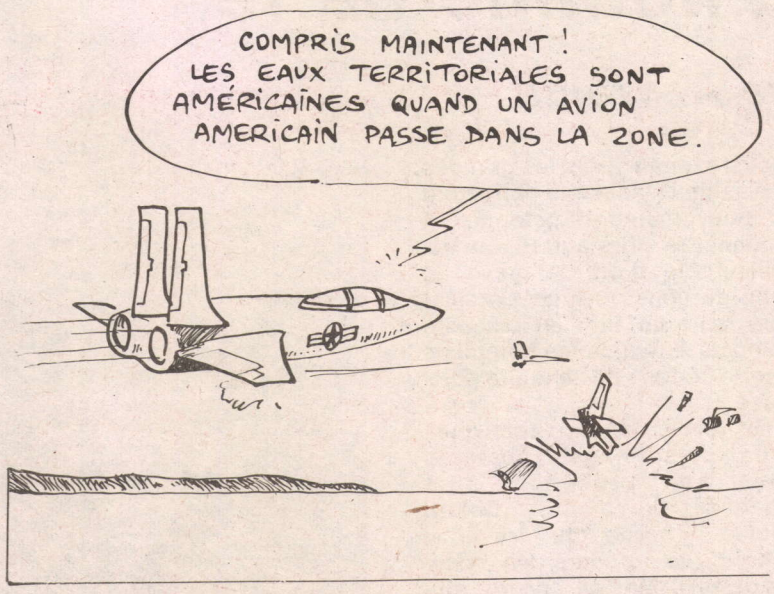
Les deux avions libyens abattus : les Américains jouent les durs

Les Américains ne se sont embarrassés ni de scrupules diplomatiques, ni d'explications vraisemblables pour avoir abattu deux avions libyens dans le golfe de Syrte, à quelques dizaines de kilomètres des côtes libyennes.

L'affaire, qui s'est passée le 19 août, tandis que la VI^e^ flotte américaine opérait des manœuvres « de routine » précisément au large des côtes libyennes, dans des eaux revendiquées comme eaux territoriales par le gouvernement de Kadhafi, mais que les USA ont décrétées « eaux internationales ». Elle a été présentée par Washington comme un acte de légitime défense de la part des chasseurs américains qui auraient été attaqués par les avions libyens.

Mais par ailleurs, l'hebdomadaire américain *Newsweek* publiait, la semaine même où devait se dérouler cet incident, un article très explicatif, intitulé : *Les Etats-Unis lancent un défi à Kadhafi,* et qui exposait comment les manœuvres de la VI^e^ flotte avaient été soigneusement organisées de façon à tester jusqu'à quel point Kadhafi tolérerait la provocation américaine (d'autant plus qu'au même moment, des troupes égyptiennes organisaient des manœuvres le long de la frontière libyenne). En quelque sorte, cette soi-disant « attaque » de l'armée libyenne était tellement « inattendue » que la presse l'annonçait avant qu'elle ait eu lieu !

Que cherchent donc les Américains avec leurs gros sabots ? A montrer que le colonel Kadhafi est un provocateur parce qu'il n'accepte pas sans réagir que la flotte américaine vienne déployer son attirail guerrier au large de ses côtes ? Ça, c'est peut-être une explication à l'usage des imbéciles. Ce qui est plus sûr, par contre, c'est que le gouvernement américain entend ainsi lancer un avertissement à tous les pays qui ne filent pas tout doux sous ses ordres. Il entend montrer qu'en cas de conflit, il n'hésiterait pas à faire parler les armes plutôt que la diplomatie. L'incident du golfe de Syrte n'aura probablement pas de suites militaires. Mais il donne un avant-goût de ce que la première puissance impérialiste est capable de réserver à ceux qui lui résistent.



POLOGNE : LES TRAVAILLEURS RESTENT MOBILISÉS

Le mot d'ordre de « *Deux journées sans journaux* » lancé par le syndicat Solidarité aux travailleurs de l'imprimerie et de la diffusion de la presse polonaise pour protester contre la campagne orchestrée contre le syndicat a été un succès. En effet, seuls le quotidien du Parti *Trybuna Ludu* et celui de l'armée ont pu être imprimés sur du matériel militaire, avec une pagination réduite. Mais cela n'a guère été qu'un piètre réconfort moral pour le gouvernement car, en fait, ces quotidiens n'ont pas pu être diffusés.

Pourtant, si le succès de cette action atteste que les travailleurs polonais n'ont pas baissé les bras, l'ensemble des problèmes qui les touchent sont loin d'être résolus. Au contraire. En effet, depuis des mois maintenant leur situation sur le plan matériel ne cesse de se dégrader. Les denrées alimentaires les plus élémentaires manquent, les prix ont été multipliés par deux ou par trois et, signe de la profondeur de la crise, le dollar est coté de 200 à 270 zlotys au marché noir contre 33,72 zlotys au cours officiel. D'ailleurs Walesa déclarait lui-même, devant les mineurs de Silésie qu'il engageait à accepter la proposition de Solidarité de travailler huit « samedis libres » : « *Aujourd'hui, nous n'avons plus de quoi fumer, il est difficile de se nourrir et dans deux ou trois mois il n'y aura plus de pain. Le produit des huit samedis libres pendant lesquels nous vous demandons de travailler ne devra pas être gaspillé. Il devra servir à nous aider un peu nous-mêmes. Si nous ne voulons pas avoir faim et froid l'hiver il faut nous mettre au travail* ».

(Ph. AFP)

Travailleurs polonais de l'imprimerie devant leur entreprise.

Mais, s'il est vrai que la classe ouvrière connaît des privations, la dégradation de la situation économique n'est pas l'unique danger qui pèse sur elle. En effet, le gouvernement a multiplié ces dernières semaines les déclarations menaçantes mettant en cause ce qu'il appelle « *l'opposition antisocialiste qui se cache derrière certains dirigeants de Solidarité et qui a même pénétré sa direction* », et brandissant de manière transparente la menace de la répression et de l'intervention soviétique.

Pourtant, dans ce contexte particulièrement difficile, la classe ouvrière polonaise montre qu'elle garde intactes ses forces. Evitant les affrontements inutiles, elle a au cours des mois passés, renforcé ses organisations. Les responsables sont doublés, voire triplés pour se prémunir contre les effets d'éventuelles arrestations. Elle a appris à se battre pour avoir le droit de faire vivre ses organisations et pour se faire respecter, tout en sachant ne pas réclamer, sur le plan économique, ce que la profondeur de la crise en Pologne lui interdit d'espérer arracher sans un affrontement majeur avec l'Etat polonais et l'armée russe.

Alors, peut-être que face à l'impossibilité de faire rentrer les travailleurs dans le rang, une fraction de l'Etat polonais ou la bureaucratie soviétique ou les deux ensemble se décideront-ils à affronter ouvertement les travailleurs. Mais si tel était le cas, ils auraient affaire à forte partie.

M.R.

Pétrole : l'Arabie Saoudite fait baisser les prix pour le compte des trusts pétroliers

Nous ne connaissons pas, à l'heure où nous écrivons, les résultats — si résultats il y a — de la dernière conférence des pays exportateurs de pétrole regroupés au sein de l'OPEP. Mais les discussions en cours sont déjà révélatrices.

On assiste une fois de plus à une tentative de l'Arabie Saoudite de faire adopter un prix unique du baril inférieur à celui que souhaiteraient la plupart des autres pays producteurs. De plus, ce prix unique devrait être indexé à la fois sur l'évolution du taux d'inflation des pays occidentaux, sur les monnaies de ces mêmes pays et sur leur taux de croissance.

Cela reviendrait en fait à subordonner l'évolution future des prix du pétrole à la plus ou moins bonne santé des économies des pays riches d'Europe et d'Amérique en ignorant les besoins financiers des pays producteurs, dont certains ont une population nombreuse et se trouvent dans une situation dramatique. C'est le cas par exemple du Nigéria, qui a été contraint de réduire de 60 % sa production ces derniers mois car elle ne trouvait plus preneur aux prix demandés.

Or le pétrole représente la part essentielle des exportations de ce pays pauvre qui compte 80 millions d'habitants. Un autre pays, la Libye, a également dû limiter sa production.

C'est que la crise économique a réduit la demande mondiale. De ce fait, les pays producteurs de pétrole les plus faibles économiquement ou les moins liés à l'impérialisme sont dans une situation économique difficile. Certains de ces pays pétroliers, rendus collectivement responsables de la crise économique par les gouvernements des pays développés sont en fait eux-mêmes victimes de cette crise. D'autant plus que l'Arabie Saoudite, de son côté, a poussé ses exportations, qui représentent maintenant 45 % du pétrole mis sur les marchés internationaux, afin de combler le trou laissé par l'Iran, et de faire baisser les prix. L'Arabie Saoudite remplit ainsi le rôle que lui a assigné l'impérialisme. Elle se comporte en alliée efficace des compagnies pétrolières américaines et européennes auxquelles elle permet d'imposer des rabais à leurs fournisseurs. Et cela, bien sûr, sans que les consommateurs des pays riches voient jamais la couleur de ces rabais obtenus sur le dos des pays producteurs.

Jean HAINAUT

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 46.450.